

Ph. Bourrinet

ABRÉGÉ D'HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE (1915-2015)

(Version octobre 2015)

PREMIÈRE PARTIE : À L'ÉPREUVE DES GUERRES (1915-1945)

Il y a un siècle débutait l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale, qui mettait ainsi fin à sa «neutralité». La folie nationaliste des foules (celles des classes bourgeoises, grande et petite, surtout étudiantes au début) se déchaîna, soigneusement mise en scène par des aventuriers comme le poète Gabriele D'Annunzio, depuis son discours «garibaldien» du 5 mai 1915 au Quarto dei Mille, près de Gênes. À ceux qui s'opposaient à la guerre (des parlementaires aux ouvriers socialistes), D'Annunzio, monté en triomphe au Capitole romain, promettait, quelque temps après, la mort, une mort froidement organisée : «*Établissez votre liste de proscriptions, sans nulle pitié! Vous en avez le droit, vous en avez même le devoir civique*»¹. Ces paroles étaient prononcées au moment même, où dans l'Empire ottoman, les listes de proscriptions dressées par les nationalistes jeunes-turcs s'établissaient «sans nulle pitié» contre «l'ennemi intérieur», toute la population arménienne, mais aussi les Grecs et les Assyro-Chaldéens.

Quant à Mussolini l'ancien chef socialiste, qui avait signé sa trahison en octobre 1914, en encaissant l'argent de l'Entente transmis par Marcel Cachin, son discours n'était pas moins explicite. L'entrée en guerre de l'Italie, au côté de l'Entente, se ferait, si nécessaire, par le plomb et la mitraille, en premier les «neutralistes» hésitants à la tête du système parlementaire, écrivait-il le 11 mai : «*Quant à moi, je suis toujours plus fermement convaincu que pour le salut de l'Italie, il faudrait fusiller, je dis bien fusiller, et dans le dos, une douzaine de députés et jeter en prison au moins une paire d'anciens ministres. C'est ma conviction toujours plus profonde, que le Parlement italien est un bubon de pestiféré. Il faut l'extirper*»².

Le prolétariat d'industrie devait réagir quelques jours plus tard à cette annonce d'une entrée en guerre, mais de façon dispersée. Les 16-19 mai avaient éclaté à Turin des émeutes ouvrières, quasi-spontanées, qui firent un mort et de nombreux blessés.

Du 16 au 19 mai, se réunissait au même moment à Bologne la direction du Parti socialiste. Après avoir tergiversé sur la préservation de la «neutralité» de l'Italie, celle-ci, par la bouche du secrétaire du Parti Constantino Lazzari, proclamait : «*ni adhérer, ni saboter*», en d'autres termes : 'nous ferons notre devoir de soldats' en gardant 'dans les plis de notre âme' notre refus d'adhérer à cette 'guerre patriotique'. Seuls s'opposèrent à cette capitulation Giacinto Menotti Serrati (1876-1926), directeur de *l'Avanti!*, le député Fabrizio Maffi, et surtout le jeune délégué de la Campanie, Amadeo Bordiga. Celui-ci attaquait en particulier la lâcheté patriotique des dirigeants syndicaux socialistes qui refusaient de proclamer la grève générale contre la guerre, très impopulaire chez les ouvriers :

« Non... vous ne craignez pas que la grève échoue, vous craignez qu'elle ne réussisse. Vous

¹ «La legge di Roma», in *Per la più grande Italia. Orazioni e messaggi di Gabriele D'Annunzio*, Fratelli Treves, Milan, 1920, p. 96.

² «Abbasso il parlamento», *Il popolo d'Italia*, 11 mai 1915 [Mussolini, *Scritti e discorsi*, Hoepli, Milan, 1954].

savez que les ouvriers sont enragés contre la guerre, mais vous n'osez donner le mot d'ordre de grève pour empêcher la mobilisation. Non que vous craignez les conséquences de la répression; ce n'est pas de lâcheté que nous vous accusons, mais de la crainte de vous salir en trahissant la patrie. Vos préjugés bourgeois sont tels que vous pensez que même dans le cas d'une guerre exquise – non de défense du territoire, mais d'agression et de véritable conquête, la situation actuelle – le devoir du socialiste est de ne pas entraver les opérations militaires»³.

L'entrée en guerre le 23 mai fut autant la conséquence de cette agitation nationaliste que les séides de Mussolini et D'Annunzio sanctifièrent sous le nom de «mai radieux» (*maggio radioso*) que de la lâche hypocrisie d'une direction socialiste incapable d'être à son poste, celui de l'internationalisme.

À ce 'jésuitisme', le même jour, Bordiga opposait à la politique du «fait accompli» celle de l'action :

*« En dehors ou à l'intérieur du préjugé national et des scrupules patriotiques. Vers un pseudo-socialisme nationaliste ou vers une nouvelle Internationale. Il ne peut y avoir... qu'une seule position, aujourd'hui que la guerre est un 'fait accompli' : contre la guerre, pour le socialisme antimilitariste et international »*⁴.

Dès le moment de cette entrée en guerre, Karl Liebknecht – dans un tract qui fut diffusé en Allemagne – définissait avec clarté les contours de l'action internationaliste à l'ère de l'impérialisme :

« À bas les fauteurs de guerre en deçà et au-delà des frontières nationales !

« **Mettre un terme au génocide !**

« Proletaires de tous les pays ! Suivez l'exemple héroïque de vos frères italiens ! Unissez-vous dans la lutte de classe internationale contre les manœuvres souterraines de la diplomatie secrète, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour **une paix d'esprit socialiste !**

« **L'ennemi principal est dans votre propre pays** »⁵.

Certes Liebknecht surestimait la vigueur de la riposte à la guerre des 'frères de classe italiens', confondant l'intransigeance de la gauche du PSI avec le centre du parti, dont le principe était l'inaction : « ni adhérer ni saboter ».

Rappeler l'internationalisme de la gauche communiste italienne, par le biais d'un Dictionnaire de ses militants, c'est rappeler qu'un siècle après l'action internationaliste, qu'elle fut propagée par Bordiga ou Liebknecht, n'est pas une simple archive du mouvement ouvrier international. Des guerres permanentes du Proche- et Moyen-Orient à la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine, l'internationalisme est plus que jamais à l'ordre du jour dans chacun des camps belligérants, sans exception aucune.

C'est ce que nous entendons rappeler, à l'occasion de ce centenaire du courant de la gauche communiste italienne.

*

* *

La gauche communiste italienne de 1912 à 1926

³ Article non signé (Bordiga étant déjà «sous les drapeaux») : «Dopo il convegno di Bologna», *Il Socialista* n° 35, 22 mai 1915.

⁴ «Il fatto compiuto», *Avanti !*, 23 mai 1915 [(Bordiga) Storia della sinistra comunista 1912-1919, «Il programma comunista», Milan, 1973, p. 277]

⁵ Claudie Weill (éd.), Marcel Ollivier (trad.), *Karl Liebknecht. Militarisme, guerre, révolution*, Bibliothèque socialiste n° 17, François Maspéro, Paris, 1970. Les passages en gras l'étaient déjà dans le texte allemand.

Une opposition internationaliste dans le Parti socialiste italien (1912-1920)

La Gauche communiste italienne (*Sinistra comunista italiana*), communément appelée «bordiguiste», reste méconnue, dans le pays où elle a surgi, ainsi que dans ceux où elle s'est développée, dans l'immigration, en France et en Belgique essentiellement.

C'est en 1912, au moment de 'l'affaire libyenne' (toujours actuelle aujourd'hui !), que le jeune Amadeo Bordiga* fait ses premiers pas d'internationaliste en dénonçant la sauvage guerre coloniale. Il augure que la propagande socialiste amènera les soldats italiens à «ne pas tirer contre les Arabes», mais «contre l'immense désert qui les entoure»⁶. Sa position est déjà celle du 'défaitisme révolutionnaire' :

« ... si la guerre signifie victoire et triomphe de la Nation, le prolétariat en souffrira, non directement, mais en voyant s'éloigner indéfiniment la possibilité de s'insurger.

«C'est pourquoi, pour nous, ennemis de la guerre en théorie, nous la baissons en pratique, sans crainte de compromettre le gouvernement national en brisant l'union unanime de la Nation»⁷.

Bordiga se montre même un pionnier de l'internationalisme classique, en rejetant toute distinction entre «guerre défensive» et «guerre offensive» :

«Dans la guerre moderne, il n'existe plus de distinction possible entre 'offensive' et 'défensive'; tout dépend des arguties des diplomates. Une guerre européenne ne sera jamais l'agression d'une nation contre une autre, mais plutôt la conséquence des goinfretries territoriales et financières de chacune des parties»⁸.

Il faut le souligner : la section napolitaine conduite par Bordiga ne se retrouva pas seule. D'autres, comme Bruno Fortichiari*, Luigi Repossi* et Abigaille Zanetta (1875-1945), à la tête de la section milanaise, menèrent une lutte implacable contre Mussolini. C'est Fortichiari qui le 24 novembre 1914, présenta l'ordre du jour expulsant le dangereux tribun du parti. Bordiga devait souligner, un demi-siècle plus tard, la réaction unanime de la base du parti. Beaucoup veulent «révolvriser» Mussolini : «...des militants et des militantes se proposent d'aller descendre» le traître longtemps considéré «comme un chef si brillant»⁹.

L'opposition à la guerre menée en 1914-15 (cf. *supra*) par Bordiga et la fédération de Campanie ne restait pas isolée : de la Romagne (où avait dominé Mussolini) à Turin, Milan et Florence, l'hostilité à la guerre croissait inexorablement. En septembre 1915, la diffusion clandestine du *Manifeste de Zimmerwald* (interdite de publication par le gouvernement) est largement assurée par la section milanaise, sur l'initiative de Fortichiari, appuyé par Serrati¹⁰. Cela valut à Fortichiari plusieurs condamnations à la prison puis à la relégation.

Bordiga ne s'exprima guère sur Zimmerwald, sinon en octobre 1916 pour suggérer que les «démocraties», aussi bien française qu'allemande, étaient bien mieux préparées pour gagner la guerre, et qu'en second lieu les socialistes italiens présents à Zimmerwald n'avaient agi que sur le seul terrain démocratique. La vraie question «n'était pas celle de la responsabilité de la guerre qui est au fond une question oiseuse» mais celle de l'adéquation entre militarisme et démocratie : « ... nous reconfirmons le désaccord ouvert entre un socialisme bien compris et la foire aux vanités démocratiques, un

⁶ *La Propaganda*, Naples, 18-19 mai 1912.

⁷ «Contro la guerra mentre la guerra dura», *L'Avanguardia* n° 254, 25 août 1912 [Bordiga, *Scritti 1911-1926. I. Dalla guerra di Libia al Congresso socialista di Ancona, 1911-1914*, Graphos, Gênes, 1996, p. 87].

⁸ [Bordiga] *Il soldo al soldato*, Federazione Italiana Giovanile Socialista (FIGS), Società Tipografica Italiana, Rome, août 1913.

⁹ [Bordiga] *Storia della sinistra comunista 1912-1919*, ed. Il programma comunista, Milan, 1964 [1973], p. 95.

¹⁰ Mirella Mingardo, *Mussolini, Turati e Fortichiari. La formazione della sinistra socialista a Milano 1912-1918*, Graphos, Gênes, juin 1992, p. 116-117. Le parti socialiste italien fut représenté à Zimmerwald par la droite et le centre : Oddino Morgari, Giuseppe Modigliani, Constantino Lazzari, Giacinto Serrati et Angelica Balabanova.

désaccord trop oublié des socialistes»¹¹.

Pendant l'année de Kienthal (24-30 avril 1916), Bordiga ne parle guère des tentatives de regroupement international contre la guerre, sinon indirectement en défendant l'acte terroriste d'un zimmerwaldien, Friedrich Adler, le fils du dirigeant social-démocrate autrichien, qui venait d'abattre le 21 octobre le ministre-président Karl Stürgkh, acte qui lui semble 'l'acte d'un martyr de la révolution', et non «l'acte d'un fou» : «*Fritz Adler, notre camarade, de ceux que nous connaissons et aimons, qui a adhéré à Zimmerwald, qui a reproduit à la main le Manifeste de la minorité socialiste autrichienne lu par beaucoup d'entre nous non sans larmes d'émotion et d'enthousiasme... Ce n'est pas un fou, pardieu ! ... Son acte fut le corollaire de sa – de notre – campagne internationaliste. Le fait est une propagande plus efficace que les mots... Friedrich Adler est des nôtres. Il appartient au prolétariat international, dont il est devenu le symbole». Et Bordiga, dans un langage prophétique annonçait – ce qui fut démenti par la grâce impériale accordée à Friedrich Adler – qu'il «mourrait accompagné de la sûre vision de cette grande Vengeresse que trop de martyrs attendent : la Révolution»¹².*

Mais l'heure n'était plus à l'action individuelle, à la vaine recherche du martyr en abattant de vains symboles d'un pouvoir honni. Lénine commenta ainsi l'acte d'Adler : «*Adler aurait été d'une plus grande aide pour le mouvement révolutionnaire si, sans crainte d'une scission, il s'était systématiquement consacré une propagande et agitation illégale... Nous révolutionnaires nous ne pouvons céder au désespoir. Une scission ne nous fait pas peur. Au contraire, nous reconnaissons la nécessité de la scission, nous expliquons aux masses pourquoi une scission est inévitable et nécessaire, nous en appelons à un travail contre l'ancien parti et pour l'action de masse révolutionnaire*»¹³. C'est une idée que Bordiga devait faire sienne deux ans plus tard avec la constitution de la Fraction communiste abstentionniste (voir *infra*).

L'heure de l'action de masse révolutionnaire sonna très vite avec l'écroulement du tsarisme. L'année 1917 accéléra le clivage entre la gauche et la droite du PSI tandis que se levait l'étoile de la Révolution russe. L'heure de la scission dans les rangs socialistes italiens approchait.

Les 23-27 juillet 1917, s'était constituée secrètement lors d'une réunion de la direction du parti à Florence la Fraction révolutionnaire intransigeante. Elle entendait passer à l'action, comme en témoigne cette circulaire rédigée par Bordiga :

« a) *Le concept et le sentiment bourgeois de patrie... sont dépassés et incompatibles avec les principes généraux du socialisme en ce qu'ils conduisent nécessairement à la tyrannie et contiennent les germes de l'impérialisme, de la haine et des conflits.*

« c) *Toute l'action socialiste devra se déployer EXCLUSIVEMENT sur le terrain de la lutte de classe, avec une tactique strictement et sincèrement révolutionnaire...*

« d) *Le Parti doit rappeler que la 'violence est l'accoucheuse de toutes les vieilles sociétés grosses d'une société nouvelle...'*

« *À partir de ces positions, le XV^e congrès du Parti socialiste devra conclure :*

« *... il proclame le droit du prolétariat de tous les pays d'instaurer sa propre dictature, non pas dans l'intérêt d'une seule classe, mais dans le but d'apporter bien-être et progrès à toute la collectivité.* »¹⁴

Le 13 août 1917, quand parvinrent à Turin les délégués du soviet de Petrograd, les mencheviks E. Smirnov et Yosip Goldenberg, envoyés par Kerenski pour obtenir l'adhésion du prolétariat italien dans la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, une grosse surprise les attendait : une

¹¹ Bordiga, «La dottrina socialista e la guerra», *L'Avanguardia*, n° 462, 22 octobre 1916, in *Scritti 1911-1926*, vol. II, Graphos, Gênes, 1998, p. 286.

¹² Bordiga, «Adler», *L'Avanguardia*, 5 novembre 1916, in *Scritti...*, op. cit., p. 290-291.

¹³ Lettre de Lénine à Franz Koritschoner, 25 octobre 1916, in *Lenin, Collected Works*, Progress Publishers, Moscou, 1976, vol. 35, p. 237-239.

¹⁴ *Ibid.*, p. 296-298. La citation sur la violence «accoucheuse de l'ancienne société» est de Marx (*Capital I*), reprise par Engels dans son *Anti-Dühring*.

foule de 50.000 ouvriers les accueillit aux cris clairement 'défaitistes révolutionnaires' de «Vive Lénine! Vive les bolcheviks!». Serrati devait clore cette manifestation par un appel à la «révolution italienne».

Parti d'une émeute de la faim, le mouvement turinois se transformait les 23 et 24 août 1917 en affrontement avec la police et l'armée, avec des mots d'ordre antimilitaristes. Les ouvriers affamés dressèrent des barricades et s'armèrent avec les fusils que leur laissèrent les soldats. Ils durent affronter les véhicules blindés envoyés par l'état-major pour mater l'insurrection. En pleine révolution russe, l'assassinat de cinquante ouvriers eut un impact énorme sur la radicalisation révolutionnaire.

Puis, il y eut soudainement la débandade générale de Caporetto. Le défaitisme des soldats italiens le 24 octobre 1917 était l'œuvre du haut commandement du général Luigi Cadorna qui exerçait une répression impitoyable contre les soldats italiens en donnant pleins pouvoirs à ses officiers. Cadorna leur avait ordonné de passer «directement par les armes les récalcitrants et les lâches»; il avait même réintroduit la pratique romaine de la décimation.

La défaite de Caporetto montrait indirectement qu'une situation révolutionnaire était en train de mûrir. Néanmoins, ce défaitisme ne pouvait être comparé à celui des soldats russes qui votaient massivement «avec leurs pieds» pour la paix immédiate. Comme devait le noter Bordiga : « ... *les prolétaires en uniforme avaient appliqué le défaitisme, même si ce fut de façon insuffisante, c'est-à-dire en désertant les fronts et en jetant les armes au lieu de les conserver pour des actions de classe, comme le faisaient au même moment les soldats russes. S'ils n'avaient pas tiré sur leurs officiers, c'est uniquement parce que ceux-ci avaient déserté avec eux...* »¹⁵

Lors d'une réunion illégale du Parti à Florence les 18-19 novembre, la gauche – représentée en grande partie par la gauche napolitaine (Bordiga) et milanaise (Fortichiari*) qui soulignait la nécessité de «*s'allier à Lénine sur le terrain international, contre l'impérialisme, sans subordonner son activité à des considérations nationales*». Bordiga aurait même ajouté : «*Il faut agir. Le prolétariat des usines est fatigué. Mais il est armé. Nous devons agir*»¹⁶.

Il fallait aussi agir vite, car la droite du Parti socialiste, après Caporetto, profitait de l'émotion générale pour rallier les militants à l'Union sacrée. Deux députés socialistes, Claudio Treves (1869-1933) et Filippo Turati en appelèrent à la «résistance» de la «patrie en danger» après la rupture du front militaire. La base socialiste se mobilisa alors toute entière pour empêcher la trahison des députés socialistes qui étaient prêts à faire tuer jusqu'au dernier soldat italien, pour défendre le «sol sacré». Bordiga, dans la *Storia della Sinistra comunista*, raconte comment cette trahison fut évitée de peu : «... beaucoup de militants du Parti couraient à Rome faire barrage à la trahison des députés socialistes. Nous pûmes la conjurer en les retenant presque physiquement sur la route du Quirinal, alors que, dit-on, Turati s'était déjà habillé afin d'y aller (en frac ou pas, peu nous importait)»¹⁷. Quelques mois plus tard, Turati prononçait le 23 février 1918 à l'Assemblée son fameux discours d'union sacrée : «*Pour les socialistes la patrie est sur la Grappa!*», colline où s'était consolidée la ligne front de l'armée italienne.

L'heure était donc à l'action, à la préparation inévitable de la scission avec l'aile droite qui s'était mise au service de l'idéologie patriotique. La gauche internationaliste mit toute son énergie dans la préparation et la formation d'un noyau intransigeant d'internationalistes, qui se constituerait en Fraction avec son propre organe de presse.

De *Il Soviet* à la direction du Parti communiste (1919-1924)

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Cité par Corrado Basile et Alessandro Leni, *Amadeo Bordiga politico. Dalle lotte proletarie del primo dopoguerra alla fine degli anni Sessanta*, Ed. Colibri, Paderno Dugnano (Milan), août 2014.

¹⁷ [Bordiga], op. cit., p. 113.

Le 22 décembre 1918, paraît le premier numéro du journal *Il Soviet*, organe des sections socialistes de la Campanie, dont l'âme est Amadeo Bordiga (secondé par Ludovico Tarsia*). Ce journal défend la révolution russe, la dictature du prolétariat et la direction du processus révolutionnaire par le parti communiste.

«Le parti politique ... n'est pas pour nous, de par sa nature, un organe de conquêtes électorales réservées aux intellectuels qui dirigent le mouvement; il est l'organe politique d'une classe sociale qui, par sa seule union en une collectivité qui dépasse les individus, les groupes, les catégories, les races, les patries, pourra livrer et gagner les batailles finales»¹⁸.

Dès le départ, *Il Soviet* fait une démarcation entre la droite du PSI (Turati et Treves), acquise à la démocratie wilsonienne (les fameux 14 points pour un nouvel ordre capitaliste pacifique), et la gauche se réclamant de Lénine : «Filippo Turati entrevoit le dilemme : *Wilson ou Lénine*. Pour nous, l'alternative est : *capitalisme ou socialisme*... Nous, nous restons avec Lénine, pour le socialisme»¹⁹.

La revue fut vraiment le vrai acte de naissance de la Fraction communiste abstentionniste. Celle-ci fut vraiment le produit d'une «ivresse révolutionnaire»²⁰ qui dura deux années, le *biennio rosso*, où se posa réellement la question du pouvoir. Selon le Napolitain Arturo Labriola (1873-1959), ancien syndicaliste-révolutionnaire, chef franc-maçon socialiste, ministre du travail de Giolitti en 1920, «à au moins deux reprises, entre 1919 et 1920, les socialistes auraient pu s'emparer du pouvoir sans rencontrer de résistance appréciables»²¹.

De décembre 1918 à janvier 1921, la Fraction communiste abstentionniste se plaça de plain-pied sur le terrain de la gauche communiste internationale, publiant sans réserve des textes d'Anton Pannekoek, Herman Gorter et Sylvia Pankhurst. Ce corpus de la gauche communiste germano-hollandaise devint tabou après la scission de Bordiga-Maffi en 1952, censée «restaurer le marxisme» sous sa forme la plus «purement léniniste».

Comme fraction révolutionnaire, le courant communiste abstentionniste se constitua donc bien avant la fraction de l'«Ordine Nuovo», formée par Gramsci, Terracini, Tasca et Togliatti en mai 1919 autour de son organe éponyme, qui porte en sous-titre : «revue de culture socialiste», un titre peu en rapport avec les objectifs communistes défendus par *Il Soviet*.

Dans une situation de fièvre prolétarienne marquée par les grèves économiques, la fraction se constitua formellement après le congrès de Bologne en octobre 1919 en présentant sa propre motion appelant à l'adhésion au Komintern et à la préparation de la prise du pouvoir : «(le XVI^e congrès) déclare incompatible la présence dans le parti de tous ceux qui proclament la possibilité de l'émancipation du prolétariat sous le régime démocratique et rejettent la méthode de la lutte armée contre la bourgeoisie dans le but d'instaurer la dictature du prolétariat»²².

Dans une lettre envoyée de Naples à Moscou en novembre (saisie par le cabinet noir de la police), elle se proposait comme «but d'éliminer les réformistes du parti afin de lui assurer une attitude plus révolutionnaire», assurant enfin qu'un véritable parti, qui devait adhérer à l'Internationale communiste, ne pouvait se créer que sur des bases antiparlementaristes. Non seulement «tout

¹⁸ Cité par Giorgio Bocca, «Bordiga: il fondatore dimenticato», *Storia Illustrata* n° 189, août 1973.

¹⁹ [Bordiga] «Wilson ?», *Il Soviet*, 1^{er} janvier 1919, p. 1.

²⁰ Selon le témoignage du leader anarchiste Luigi Fabbri (1877-1935), «c'était une véritable ivresse. On se retrouvait sur toutes les places d'Italie à 100.00; on s'arrachait la presse socialiste et révolutionnaire; les souscriptions pour les journaux subversifs atteignaient des chiffres jugés auparavant mirifiques» [*La controrivoluzione preventiva. Riflessioni sul fascismo*, Cappelli, Bologne, 1922].

²¹ Arturo Labriola, *Le due politiche: fascismo e riforme*, Morano, Naples, 1924, p. 164.

²² «Frazione Comunista-Astensionista», *Il Soviet* n° 42, 20 oct. 1919, p. 1-2. Ont signé pour le Comité central de la Fraction communiste : Bordiga, Tarsia, Rodolfo Fobert, Tommaso Borraccetti et Antonio Pisacane.

contact devait être rompu avec le système démocratique», mais un véritable parti communiste ne serait possible que «si l'on renonce à l'action électorale et parlementaire»²³.

C'est l'appui implicite du Komintern, lors de son II^e Congrès mondial (juillet 1920), à la tendance de Bordiga qui allait soudainement sortir la Fraction communiste abstentionniste de son statut minoritaire dans le parti. Cela se fit non sans mal, car Lénine pensait jusque-là que le seul groupe représentant la Gauche était le groupe de l'Ordine nuovo : «*En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le II^e Congrès de la III^e Internationale considère comme juste, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil national du PSI, au nom de la section de Turin, dans la revue L'Ordine Nuovo du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la III^e Internationale*»²⁴.

Mais, le 30 juin 1920, Lénine soulignait «*la justesse de ce qu'exigent le camarade Bordiga et ses amis du journal Il Soviet, à savoir que le Parti socialiste italien, s'il veut être effectivement pour la III^e Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et devienne un parti communiste aussi bien par son nom que par son œuvre*»²⁵.

Tout en étant opposé à l'antiparlementarisme de principe de Bordiga, «une erreur foncière»²⁶, Lénine trouva en ce dernier le partisan le plus résolu et le plus ardent de la fondation de l'Internationale sur des bases plus étroites, donc plus sélectives. Bordiga, le représentant d'*Il Soviet*, fit adopter par le congrès la 21^e condition d'adhésion qui expulsait les partis qui n'accepteraient pas toutes les conditions et thèses du Komintern. Une initiative qui éliminait certes les «droites» ou les «centristes», mais pouvait se retourner comme un boomerang contre toutes les gauches radicales, en premier lieu la Gauche communiste allemande (KAPD).

C'est portée par une vague de rejet unanime du réformisme que la tendance la plus radicale du PSI fut portée à la tête du Parti communiste fondé à Livourne en janvier 1921. Elle le dut aussi à l'appui de l'Exécutif du Komintern, dont le secrétaire était le bolchevik Zinoviev. Ce dernier avait envoyé un message où il en appelait à rompre avec les «réformistes» : «*Ceux qui veulent faire entrer les réformistes dans l'Internationale communiste veulent en réalité la mort de la révolution prolétarienne. Ils ne seront jamais des nôtres. Le Parti communiste italien doit être créé à tout prix*»²⁷.

Mais son représentant au Congrès de Livourne, le Bulgare Christo Kabaktchiev, alla plus loin, exactement dans le sens de Bordiga, qui demandait l'élimination du courant «centriste» ou «indépendant» : «*Aujourd'hui, les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne sont les centristes [...]. Dans le mouvement ouvrier international, le centre est toujours le principal appui à la domination de la bourgeoisie et de la contre-révolution internationale*»²⁸. Ce discours était un cinglant désaveu du congrès de fusion entre les Indépendants (USPD), «centristes» pur jus, et le KPD de Paul Levi, qui venait de se tenir en octobre 1920 à Halle. Paul Levi, présent au Congrès de Livourne, exprima publiquement son soutien au courant «centriste» de Serrati.

La motion d'Imola présentée par la Gauche communiste obtenait le tiers des votes des adhérents socialistes (58.783 sur 172.487). La minorité quitta alors le congrès et décida de siéger quelques centaines de mètres plus loin comme Parti communiste d'Italie (*Partito comunista d'Italia*), section de l'Internationale communiste. Bordiga, avait conclu, juste avant de sortir du congrès socialiste :

²³ Amadeo Bordiga, «Al comitato di Mosca della III Internazionale», 10 nov. 1919. Une deuxième lettre fut envoyée à Moscou le 11 janvier 1920. Toutes deux ne parvinrent jamais, car elles finirent directement dans les archives de la police italienne. Cf. : Site Avanti Barbari ! : «Due lettere della Frazione Comunista Astensionista all'I.C. (nov. 1919, gennaio 1920)» http://www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=1&news_id=270

²⁴ Lénine, *Œuvres*, tome 31, Moscou, 1961, p. 261.

²⁵ Lénine, *La maladie infantile du communisme ("Le communisme de gauche")*, éditions Science marxiste, «bibliothèque jeunes», Montreuil, 2007, p. 128.

²⁶ Ibid.

²⁷ Luigi Cortesi, *Il socialismo italiano tra riforme e rivoluzione. Dibattiti congressuali del Psi 1892/1921*, Laterza, Bari, 1969, p. 851-852.

²⁸ Idem, p. 856.

«*Nous emporterons avec nous l'honneur de votre passé*». Mais le nouveau parti emporta surtout avec lui toute la jeunesse de l'ancien parti.

Admis dans l'Internationale, le parti abandonnait toute velléité abstentionniste. Lors des élections de 1921, Bordiga déclara clairement que *«pour des raisons bien claires de discipline tactique internationale, le PC doit participer et participera aux élections... en tant que marxiste, je suis d'abord centraliste et ensuite seulement abstentionniste...»*²⁹. Bordiga ira même plus loin en 1924, lorsqu'il proclama que *«tout bon communiste n'a qu'un devoir : c'est de combattre... la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme»*³⁰. Et cela en dépit de la promulgation de la loi Acerbo de novembre 1923 qui offrait les deux tiers des sièges de la Chambre au parti 'majoritaire', autrement dit le parti fasciste, pour peu qu'il ait obtenu au moins un quart des suffrages...

C'est cette gauche 'bordiguiste', devenue majoritaire par la scission, qui tint le gouvernail du parti jusqu'en 1924-1925. Mais le nouveau parti avait été fondé avec retard, dans une période hautement défavorable, celle de la marche du fascisme vers le pouvoir. À cette époque, le courant de Gramsci, organisé en 1919-1920 autour de la revue *Ordine Nuovo*, ne jouait encore qu'un rôle secondaire. Trop marqué par son intellectualisme idéaliste (la philosophie de Benedetto Croce, Gentile et Henri Bergson), Gramsci ne joua guère de rôle politique en dehors de Turin qui avait été secouée par les grandes grèves de 1920 et qu'il avait proclamée «capitale de l'Italie». De la fondation du PC d'Italie jusqu'à l'arrestation et l'emprisonnement de Bordiga de février à octobre 1923, Gramsci comme Togliatti étaient considérés comme ralliés au «bordiguisme», dont les thèses de Rome de 1922, rédigées par Bordiga et Terracini, constituaient le socle³¹.

La liquidation de la Gauche (1924-1926) par le Komintern

La liquidation de la gauche fut préparée dès 1922 en raison de sa réticence à accepter la décision du IV^e congrès du Komintern d'une «fusion immédiate du Parti communiste et du Parti socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de 'Parti communiste unifié d'Italie' (section de l'Internationale communiste)»³². Ce qui signifiait reproduire la politique de fusion entre le KPD et l'USPD en décembre 1920, qui avait été rendue possible par l'exclusion préalable en octobre 1919 de sa gauche. Finalement, cette politique de former de «grands partis de masse» échoua, car seule la petite tendance des *terzini* autour de Serrati, Lazzari et Fabrizio Maffi put être intégrée.

La lutte entre la gauche et le Komintern fut portée au grand jour en novembre 1922 quand Bordiga s'attaqua à la politique de front unique, et surtout à celle des «gouvernements ouvriers», qui lui sembla un total abandon des principes communistes :

*«Parler de gouvernement ouvrier en déclarant, ou en n'excluant pas qu'il puisse naître d'une coalition parlementaire à laquelle participerait le Parti communiste, c'est nier en pratique le programme politique communiste, c'est-à-dire la nécessité de préparer les masses à la lutte pour la dictature. La situation politique mondiale ne permet pas de prévoir la formation de gouvernements de transition entre le régime parlementaire bourgeois et la dictature du prolétariat, mais plutôt celle de gouvernements de coalition bourgeois qui conduiront la lutte contre-révolutionnaire pour la défense du système avec la plus grande énergie»*³³.

La direction du Komintern qui voulait mettre fin à l'opposition de Bordiga profita de son arrestation à Rome le 3 février 1923, au sortir du siège clandestin du parti. Bordiga fut trouvé en

²⁹ Bordiga, *Il Comunista*, 14 avril 1921, in in *La question parlementaire dans l'Internationale communiste*, Ed. «Programme communiste», numéro spécial, Marseille, 25 février 1967, p. 52-53.

³⁰ «Nostalgie astensionniste», *Lo Stato Operaio*, 28 février 1924, *ibid.*, p. 58.

³¹ «Thèses de Rome», in *Défense de la continuité du programme communiste*, éd. Programme communiste, oct. 1979, p. 41-58.

³² Résolution sur la question italienne, in *Manifestes, thèses et résolution des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, Librairie du Travail (juin 1934), reprint Maspéro, 1969, p. 204.

³³ Bordiga, La tactique de l'Internationale communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e congrès mondial (Moscou, 22 novembre 1922), *Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 73-80.

possession de 3.000 livres sterling qui venaient de lui être remis par un envoyé de l'Internationale. Lors de son procès, Bordiga affirmera de façon rhétorique – ce qui n'était déjà plus son intime conviction – que «*non seulement le gouvernement russe et ses différents organes n'ont pas de pouvoir de décision en matière de mouvement communiste international, dans la mesure où seule l'Internationale peut le faire; mais la politique du gouvernement russe, dictée par le Congrès et par les organes directeurs du Parti Communiste Russe, peut être discutée et modifiée par l'Internationale*»³⁴.

Une gigantesque rafle opérée par le pouvoir fasciste avait arrêté entre février et avril 5.000 communistes, dont la plupart de ses dirigeants³⁵. L'appareil kominternien, soumis à l'appareil d'État russe, opéra alors un véritable putsch dans le parti italien. Sous la pression de l'Exécutif du Komintern – dont le représentant pour l'Italie est le peu scrupuleux Mátyás Rákosi (dit le 'Pingouin') – la direction du parti passe dans les mains de Palmiro Togliatti. À ce dernier, Bordiga fera parvenir de prison une lettre cinglante : «*... je déclare que mon action sera indépendante de celle des représentants de l'ex-majorité de la Centrale et que je ne collaborerai en aucun cas... au travail de la direction du parti. Je suis heureux d'être déjà exclu de l'Exécutif : je démissionne du Comité centra*l»³⁶.

Lorsque, au terme de son procès, en octobre, Bordiga fut acquitté, après avoir assumé une défense pleine de panache, son aura dans le parti loin de s'être ternie avait grandi. Malgré l'ascension du courant «centriste» de Gramsci et Togliatti, la base put parler. À Como, en mai 1924, où s'était réunie clandestinement la conférence du PCd'I, ce fut une éclatante victoire pour la gauche du parti. Trente-cinq secrétaires fédéraux sur 45, 4 secrétaires interrégionaux sur 5 approuvèrent les thèses présentées par Bordiga, Grieco (avant son ralliement à Togliatti et Gramsci), Fortichiari et Repossi. Celles-ci constataient que le parti s'était formé dans un cours défavorable; cependant, le fascisme «en battant le prolétariat a liquidé les méthodes politiques et les illusions du vieux socialisme pacifiste», posant l'alternative «dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie», et non «front unique» avec les tendances de gauche de la bourgeoisie italienne pour défendre une «démocratie» que la bourgeoisie industrielle était en train de liquider³⁷.

La lutte contre l'offensive fasciste devenait d'autant plus difficile que, malgré l'assassinat du député socialiste Matteoti le 10 juin 1924, un meurtre commandité par Mussolini qui avait indigné jusqu'aux «démocraties», la Russie bolchevique affichait son soutien à Mussolini : «*Après le meurtre de Matteoti, la plupart des ambassadeurs étrangers en poste à Rome avaient décidé de boycotter Mussolini. Et pourtant, un mois plus tard, il était invité à déjeuner à l'ambassade russe. Les journaux publièrent une photo de Mussolini et de ses amis, assis sous un portrait de Lénine avec la faucille et le marteau, à l'ambassade soviétique à Rome*»³⁸.

Autant dire que la gauche communiste se heurtait non seulement à la contre-révolution fasciste, soutenue par tout l'appareil d'État italien, mais aussi à l'insidieuse contre-révolution russe, soutenue cette fois par l'appareil international du Komintern.

En mars-avril 1925, l'Exécutif élargi de l'I.C. mit à l'ordre du jour l'élimination de la tendance «bordiguiste» à l'occasion du III^e congrès du PCd'I. Il interdit la publication de l'article de Bordiga favorable à Trotsky («La question Trotsky»). La bolchevisation de la section italienne commença par la destitution de Bruno Fortichiari* de son poste de secrétaire de la fédération milanaise. En réaction, en avril, la Gauche du parti, avec Onorato Damen*, Fortichiari*, Francesca Grossi*,

³⁴ *Il processo ai comunisti italiani 1923. Gli arresti e l'istruzione. Il dibattimento e le arringhe. La sentenza*, C.E. du PCI, Rome, 1924 [Feltrinelli Reprint].

³⁵ *Le Figaro* du 6 février 1923 («Le gouvernement italien poursuit avec la dernière vigueur les communistes italiens», p. 3) justifia la répression en citant la note du gouvernement fasciste : «Pour démontrer la nécessité de ces mesures, il suffira de savoir que M. Bordiga, arrêté à Rome, a été trouvé en possession de livres sterling correspondant à 240.000 lires italiennes».

³⁶ Lettre de Bordiga à Togliatti, 15 juillet 1923, APC 1923, 190/9. Citée par Basile et Leni, op. cit., p. 535.

³⁷ Schema di tesi sull'indirizzo ed il compito del P.C. in Italia presentato dalle 'sinistra' del Partito, in *Il partito decapitato. La sostituzione del gruppo dirigente del P.C. d'It. (1923-24)*, Ed. L'Internazionale, Milan, 1998, p. 98.

³⁸ Angelica Balabanova, *Ma vie de rebelle*, Balland, Paris, 1981, p. 292.

Repossi*, Perrone* fonda un «Comité d'entente» (*Comitato d'Intesa*), afin de coordonner une contre-offensive. La direction de Gramsci attaqua violemment le «Comité d'entente» en le dénonçant comme «fraction organisée». Au début, Bordiga se refusa d'adhérer au Comité, ne voulant pas briser le cadre de la discipline imposée. C'est en juin seulement qu'il se rallia au Comité d'Entente. Il fut chargé de rédiger une «Plate-forme de la gauche» qui est la première démolition de la bolchevisation du Komintern. Le Komintern imposa le 1^{er} juillet sa dissolution pour «activité fractionniste». La constitution en fraction devenait désormais un 'crime antibolchevik'.

Quelques mois plus tard, l'ancienne direction «bordiguiste», lors du Congrès de Lyon (23-26 janvier 1926), était mise en minorité (9,2 p. 100 des votes), destituée de ses fonctions, puis exclue peu à peu du parti. Les cartes du jeu étaient biseautées dès le départ, puisque la Centrale dirigée par Gramsci et Togliatti avait décidé, avant même le congrès, que «*toutes les cartes d'adhérents pour lesquelles le vote ne serait ni pour la centrale ni pour l'opposition de gauche, seraient comptabilisées comme étant en faveur des thèses de la centrale*»³⁹. Paolo Ravazzoli (*Santini*), du comité central, qui plus tard deviendrait un chef trotskyste, déclarait ouverte la chasse contre Bordiga et ses partisans : «*Prends garde, camarade Bordiga ! si par le passé la masse des camarades avait une grande sympathie pour toi, en continuant à cette allure-là, cette sympathie se transformera en antipathie... Le congrès doit dire très clairement au camarade Bordiga et aux camarades de l'extrême-gauche qu'il ne sera plus possible de porter impunément atteinte à la vie du parti*»⁴⁰. À l'issue du congrès, Gramsci devenait le secrétaire général, secondé par Terracini, Grieco, Scoccimarro, Ravera, Ravazzoli et Togliatti. Ce dernier, agissant sous le nom d'*Ercoli*, représenterait désormais le parti à Moscou. Fait notable, sous la pression du représentant du Komintern Humbert-Droz et de Gramsci, Bordiga décida d'entrer, au nom de la gauche, avec Carlo Venegoni dans le nouveau comité central. Il avalisait ainsi les résultats d'un congrès de parti qui avait désavoué ses actes fondateurs. Onorato Damen, l'âme du comité d'Entente, était suspendu pour un an. Ottorino Perrone*, Luigi Reposi*, Bruno Fortichiari* et Mario Lanfranchi* étaient destitués de leurs charges⁴¹.

Désormais, associé au nom de Trotsky qu'il soutenait fermement dans sa lutte contre Staline, Zinoviev et Boukharine, Bordiga incarnait une réelle menace pour le Komintern, dont la stratégie était de soumettre tous les partis communistes à la politique de l'État russe, faisant de la Révolution russe un paradigme invariant que le prolétariat des pays occidentaux démocratiques devrait reproduire en passant sous les fourches caudines de la bolchevisation.

Lors de l'Exécutif élargi du Komintern (EKKI) tenu à Moscou, en février 1926, Bordiga fit une analyse lucide de la difficulté du prolétariat occidental à désormais s'emparer du pouvoir, face à un État libéral et démocratique, infiniment plus armé que ne l'était l'autocratie tsariste. En conséquence, dans une période historiquement défavorable, de contre-révolution, la stratégie révolutionnaire était à réinventer, le Parti communiste russe ne pouvant servir d'étalon de mesure pour une révolution prolétarienne dans les pays économiquement avancés :

« Le développement de la Révolution russe ne nous fournit aucune expérience sur la façon dont le prolétariat peut renverser un État capitaliste libéral et parlementaire qui existe depuis des années et qui est capable de se défendre. Nous devons pourtant savoir comment attaquer un État bourgeois démocratique moderne qui d'un côté dispose de ses propres moyens pour mobiliser idéologiquement et corrompre le prolétariat, et d'autre

³⁹ «Storia della sinistra comunista» (compte rendu de la réunion de Rome des 3 et 4 mars 1961), *Il programma comunista*, n° 12, 21 juin 1961.

⁴⁰ Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Milan, nov. 1998, p. 81.

⁴¹ ACS CPC buste 3876 et 1599 (15 juin et 29 août 1926), cités in Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell'Italie di Mussolini*, Storia Riebelle, Biella, juin 2009, p. 6-8.

part peut se défendre sur le terrain de la lutte armée avec bien plus d'efficacité que l'autocratie tsariste. Le Parti communiste russe, au cours de son histoire, ne s'est jamais confronté à un tel problème»⁴².

Lors de la XX^e séance de l'Exécutif élargi (15 mars 1926), Bordiga alla jusqu'à proposer que l'État russe et le parti communiste russe soient soumis aux décisions d'un congrès extraordinaire de l'Internationale communiste :

«Je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec précisément à l'ordre du jour la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'État russe et du parti communiste d'Union soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes devra être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationales»⁴³.

Le destin de Bordiga, emprisonné, relégué, libéré, puis exilé intérieur (1927-1943)

En novembre 1926, le fondateur et théoricien du PC d'Italie, Amadeo Bordiga, était arrêté, emprisonné, puis relégué dans les îles d'Ustica et de Ponza. Il est à noter que du 5 décembre 1926 au 20 janvier 1927, Bordiga et Gramsci vécurent ensemble à Ustica, en complète harmonie dans l'adversité⁴⁴. Bordiga put bénéficier d'une libération anticipée le 21 novembre 1929.

Quelques mois auparavant, Léon Sedov, le fils de Trotsky, avait confié de l'argent pour louer une vedette rapide ('motoscaphé') qui aurait permis à Bordiga de s'échapper de Ponza. Mais le Napolitain répondit : *«impossible de redresser les jambes»* [aux chiens (sous-entendu, le Komintern)]⁴⁵.

C'est ce fort soutien à Trotsky qui avait valu à Bordiga de subir en février 1929 une première exclusion par le collectif communiste des relégués de l'île de Ponza. Cent deux militants avaient approuvé la résolution qui diabolisait Trotsky, devenu «un des ennemis avérés de l'Internationale communiste». Seuls 30 adhérents du Collectif (y inclus Bordiga) avaient voté contre cette résolution.

L'exclusion d'Onorato Damen, Bruno Fortichiari et Luigi Reossi suivit peu de temps après, en septembre 1929. Pour marquer les mauvais esprits dissidents, l'exclusion de Bordiga devait être rendue publique. Il le fut donc le 20 mars 1930 (*à l'unanimité !*) – lors d'une réunion du Comité central tenue à Liège en Belgique – pour *«avoir soutenu, défendu et fait siennes les positions de l'opposition trotskyste»*; enfin, pour *«avoir donné des directives et déployé une activité fractionniste de désagrégation du parti»*⁴⁶. La motion fut rédigée par Giuseppe Berti, ancien partisan de Bordiga à Naples jusqu'en 1922. Il est symptomatique que les trois chefs de l'Opposition trotskyste italienne, Paolo Ravazzoli, Pietro Tresso et Alfonso Leonetti se prononcèrent *pour* cette expulsion⁴⁷. Puis ce fut leur tour trois mois plus tard...

Il est certain que Bordiga se méfiait en 1930 de toute forme d'opposition et de toute tentative prématurée de bâtir sur des bases confuses une nouvelle Internationale. Tout travail politique et théorique devait se faire hors de l'Italie. C'est la déposition qu'il fait, suite à une convocation policière, en date du 10 octobre 1930 :

«En 1926, Bordiga ne croit pas encore qu'on doive se risquer à former une nouvelle Internationale. Il existe trop de confusionnisme dans le domaine théorique parmi les opposants eux-mêmes. Bordiga renonce à prendre l'initiative d'un tel travail théorique, possible seulement hors d'Italie, et il ne tente pas de s'établir à

⁴² Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926, Hamburg-Berlin, Carl Hoym, 1926, p. 126.

⁴³ Ibid., p. 651.

⁴⁴ Voir *infra* chapitre 'bordiguisme' et 'gramscisme'.

⁴⁵ Bordiga reprendra en 1952 cette formulation dans l'un de ses articles anonymes : «Raddrizzare le gambe ai cani», *Battaglia Comunista* n°11, 29 mai 1952. Cette expression proverbiale, utilisée par Alessandro Manzoni dans son roman *Les Fiancés*, signifie réaliser ce qui est impossible par nature.

⁴⁶ «Risoluzione per la espulsione di Amadeo Bordiga», *Lo Stato Operaio* n° 3, mars 1930, p. 201. [cité par A. Peregalli et S. Saggiaro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibri, Milan, nov. 1998]

⁴⁷ Alfonso Leonetti, *Un comunista (1895-1930)*, Feltrinelli, Milan, 1977, p. 177.

l'extérieur, bien qu'en ayant la possibilité... Après sa relégation, Bordiga se trouve en Italie et la situation italienne le porte à conclure que toute action politique est vaine... Bordiga qui est déterministe croit que l'histoire c'est la même chose sans lui, il ne croit pas à la mission des chefs, etc., etc. En tant que matérialiste, il croit au choc des intérêts et des classes, non à la fécondité du martyr et du sacrifice. Il lui semble donc inutile de se causer de graves préjudices tant pour lui-même que pour sa famille, sans aucun résultat, sinon celui de la 'belle âme' à valoriser en des temps meilleurs. Bordiga n'a pas de mal à penser – pour autant qu'il ne fasse pas dépendre l'avenir des intentions et de la volonté des hommes – qu'il peut même n'exercer aucune fonction dans le domaine politique tout le reste de son existence»⁴⁸.

Bordiga fut largement calomnié par le parti de Togliatti dans les années 30. En 1935 le mariage d'une belle-sœur⁴⁹, dont il était le témoin à l'église, lui valut d'être accusé de défilier entre les bras levés de miliciens fascistes. L'article ne mentionna pas que le second témoin, ami de Bordiga, n'était autre que le directeur de la clinique de Formia qui soignait Gramsci. Deux ans plus tard, cet événement d'ordre familial, à la mort de Gramsci, était réécrit dans le meilleur style stalinien par Togliatti :

«Bordiga vit aujourd'hui tranquillement en Italie comme une canaille trotskyste, sous la protection de la police et des fascistes, haï des ouvriers ainsi que doit l'être un traître. Au début de la guerre contre l'Abyssinie, la presse italienne a fait part de sa présence à une cérémonie religieuse, il a été béni par le prêtre tout comme les soldats partant pour l'Abyssinie, et à la sortie de l'église, il est passé sous l'arc formé par les poignards d'un détachement de miliciens fascistes qui lui rendait les honneurs. Cela se passait au moment où Gramsci, prisonnier de Mussolini, luttait en prison jusqu'à son dernier souffle sous la bannière communiste»⁵⁰.

Bordiga semblait bel et bien s'être retiré de toute activité militante, pour se consacrer à Naples à sa profession d'ingénieur-architecte, bien qu'il ait été radié d'un Ordre qui manifestait sa totale servilité au fascisme. Bordiga, devenu un «espion fasciste» pour les besoins de la propagande stalinienne, vivait à la limite de la pauvreté. C'est ce dont témoigna en 1990 sa seconde femme Antonia De Meo dans une interview à *l'Unità*, encore organe quotidien du parti communiste italien : «Amadeo était un bon ingénieur, expulsé de l'Ordre pour raisons politiques. Il a vécu en faisant des projets qui passaient sous la signature des autres. Même les prêtres le recherchaient parce qu'ils savaient qu'il était brave et honnête. Finalement, il s'est débrouillé en faisant de petits travaux. Pendant la guerre, nous avons connu la faim... Amadeo est mort pauvre, voilà la vérité»⁵¹.

Surveillé très étroitement par les espions, mouchards et provocateurs de Mussolini, il comptait, en 1936-37, sur la perspective de la guerre, comme détonateur du cataclysme révolutionnaire : «Toutes les guerres – c'est une constatation – dorénavant trouvent leur épilogue final dans le fait révolutionnaire. À la défaite succède la révolution»⁵². Mais la révolution prolétarienne n'était pas «toute aussi certaine qu'un fait déjà advenu», comme il le proclamera plus de 20 ans après⁵³ : «Nous, nous ne détenons ni évangile ni livre de prophéties... Nous sommes des matérialistes. Le même Karl Marx a parlé de probabilité, non de certitudes... Quand la société capitaliste sera détruite, il est probable que le pouvoir politique soit assumé par le prolétariat : si cela s'avérait, le pouvoir devrait s'exercer sous forme de dictature... Donc probabilité et non

⁴⁸ Déposition, 10 oct. 1930, ACS CPC, Rome (EUR), dossier Bordiga.

⁴⁹ «I bordighiani sono caduti nella vergogna et nel crimine. A. Bordiga tra i militi e i priti», *l'Unità* n° 12, 1935, p. 11.

⁵⁰ Togliatti, «Antonio Gramsci chef de la classe ouvrière italienne», *Lo Stato operaio*, mai-juin 1937.

⁵¹ Interview d'Antonietta De Meo par le journaliste Bruno Miserendino : «Chiedo più rispetto per Amadeo», *l'Unità*, mardi 24 juillet 1990, p. 17. La réponse d'Antonietta à la question du journaliste sur le «long silence obstiné» de Bordiga après 1945, fut d'une simplicité désarmante : «Amadeo a beaucoup écrit, ses idées il ne les a pas trahies. Seulement, il ne voulait pas leur donner une signature, il disait que cela aurait été inconvenant... Il ne voulait pas se mettre en avant. Il ne voulait pas jouer la star».

⁵² Propos tenus dans la maison de son cousin, le 26 mai 1936, rapportés au chef de la police politique Di Stefano, puis à Mussolini lui-même qui contresigne «Vu». [Franco Livorsi, *Amadeo Bordiga*, Editori Riuniti, Rome, nov. 1976, p. 367].

⁵³ Bordiga, *Il testo di Lenine su l'estremismo malattia d'infanzia del comunismo*, *condanna dei futuri rinnegati*, in *Il Programma comunista* n° 16-21, 24-25, 21 août-25 décembre 1960 et n° 1, 14 janvier 1961.

*certitude... »*⁵⁴.

Que Bordiga se tint préparé à faire face à toute éventualité révolutionnaire, on ne peut en douter. En juillet 1939, le fidèle Antonio Natangelo*, ancien délégué du parti au IV^e congrès du Komintern, «est chargé par Bordiga de porter aux amis de Milan son salut solidaire et la recommandation de rester toujours eux-mêmes sans déviation ni hésitation, afin de se tenir prêts à toute éventualité»⁵⁵.

Lorsque la guerre fut vraiment là, la perspective d'une révolution lui sembla, en août 1940, une lointaine utopie, d'autant plus que l'URSS intervenait dans la guerre comme un rapace impérialiste : «*La Russie de Staline continue... à s'ingénier à mener une politique qui n'a rien à envier à celle de n'importe quel État bourgeois, en grappillant des territoires partout où c'est possible, en raison de la faiblesse ou de la déconfiture de ses voisins, mais en se gardant bien de hisser le drapeau de la guerre révolutionnaire contre les États ploutocratiques, guerre dont devrait sortir la nouvelle civilisation du travail et de la justice... Si l'occasion d'abattre le régime capitaliste sur les champs de bataille est aujourd'hui perdue, le prolétariat devra attendre encore un siècle, peut-être un temps plus long, l'aurore de son réveil et de sa libération*»⁵⁶.

On remarquera que, dans cet entretien fait à cœur ouvert, Bordiga semblait partager l'idée d'une possibilité de 'guerre révolutionnaire' possible de l'État russe, telle qu'elle avait été conduite en juillet 1920 en direction de l'Ouest, vers Varsovie.

Vers 1940-41, Bordiga interpellait en privé l'avocat socialiste Mario Paone, qui à la fois doutait de l'éventualité de la chute rapide du fascisme et plaçait ses espérances dans la démocratie américaine :

*«Mon cher Paone, souviens-toi que fascisme et nazisme sont des expressions tout à fait contingentes et transitoires du capitalisme et de la conservation bourgeoise, que l'ennemi à battre est toujours l'impérialisme américain»*⁵⁷.

Néanmoins, quand sa belle-sœur l'institutrice Emma De Meo fut sur le point d'être révoquée par l'Éducation nationale qui la soupçonnait de dissidence, Bordiga, fit appel à l'avocat pénaliste Bruno Cassinelli (1893-1970), alors socialiste, qui l'avait déjà défendu lors de son procès en 1923. Dans son étude, il fit un portrait flatteur, en présence du 'fiduciario' Virginio Troiani, journaliste, de Hitler et Mussolini. Trop flatteur pour être honnête, cet éloge devait être lu avec des points d'ironie :

*«... il y a deux grands et authentiques révolutionnaires dans le monde : Mussolini et Hitler. Le passé de Mussolini démontre que le Duce a toujours été contre la ploutocratie et la démocratie qui paralysent la vie des nations. Mussolini sera compris quand la nation entière devra le pleurer et regretter : s'il fut dur et implacable, il le fut parce que les événements et le rêve d'une Italie forte et puissante l'exigeaient. En ce qui concerne notre guerre, il n'y a pas à s'en faire, comme le font tristement tant de nouveaux grands parleurs : la guerre sera gagnée»*⁵⁸.

Cette «déclaration» emphatique rapportée à la police fasciste la laissa de marbre, car à la fin de l'année 1942 elle signalait l'éventualité d'une fuite de Bordiga à l'étranger, soutenant que «*Bordiga est et sera toujours un communiste bolchevik*»⁵⁹.

Fin avril 1943, peu de temps avant la chute du Duce, l'ancien chef du Parti communiste manifestait une fois de plus ses convictions sur la géopolitique des belligérants, où tous sont mis

⁵⁴ Franco Livorsi, *ibid.*

⁵⁵ Arturo Peregalli, in Luigi Cortesi (dir.), *Amadeo Bordiga nella storia del comunismo*, Ed. Scientifiche Italiane, Naples, 1999, p. 263. Les «amis de Milan» sont Damen, Repossi et Fortichiari.

⁵⁶ Longue conversation avec Angelo Alliotto, 24 août 1940, dont Bordiga ignorait qu'il était un «honorable correspondant» de l'OVRA (le 'fiduciario' 591). Cf. Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell'Italia di Mussolini*, Storia Ribelle, Biella, 2009, p. 123-125.

⁵⁷ Lettre de Mario Paone à Giorgio Amendola, 31 octobre 1970 [Peregalli et Saggiaro, *Amadeo Bordiga*, op. cit., p. 231].

⁵⁸ Conversation du 18 mars 1942, rapportée par le 'fiduciario' Troiani, in Roberto Gremmo, op. cit., p. 126.

⁵⁹ Note de police, 16 décembre 1942, citée par Arturo Peregalli, op. cit., p. 263.

dans le même sac :

«J'ai toujours pensé que stalinisme et nazisme finiraient par s'entendre. Mais stalinisme et communisme sont deux choses parfaitement distinctes... Staline en s'alliant à Londres et Washington a trahi la cause du prolétariat... Roosevelt n'est rien d'autre que le représentant du super-capitalisme qui aspire à la domination conquérante d'un impérialisme totalitaire... Les USA ont ... provoqué la guerre afin de devenir les maîtres absolus de toute l'économie mondiale : ce sont les magnats de New York qui veulent accroître leur opulence en faisant du monde un ramassis d'esclaves dominé et contrôlé par eux»⁶⁰.

Comme il l'avoue lui-même, Bordiga se définissait comme un simple observateur, fidèle à ses convictions, attendant le *dies irae* qui emporterait le super-impérialisme anglo-saxon : « ... Je reste à la fenêtre en observateur et chercheur; la politique active ne me dit plus rien... Je ne peux trahir mon passé et répudier tout ce que m'a enseigné ma propre expérience, je suis sans faiblir la logique de mes principes de toujours. Voici pourquoi le jour où seront défaites les démocraties anglo-américaines, même moi je sonnerai la cloche à toute volée»⁶¹.

Bordiga, n'eut pas à attendre longtemps les joyeux carillons des cloches. Bien des curés, ralliés à l'antifascisme, avec la chute de Mussolini, les sonnèrent à toute volée en juillet 1943. Bordiga était à Formia en septembre 1943, quand Naples, libérée des troupes allemandes à la faveur d'une insurrection populaire, fut aussitôt occupée par les troupes anglo-saxonnes.

Dans ce moment de grand flottement politique dans le Mezzogiorno, après la chute du régime, Bordiga continua à être l'objet de calomnies autant que de fausses rumeurs propagées par un camp ou par l'autre. Pour de vieux staliniens, comme Giorgio Amendola (1907-1980) – ancien secrétaire d'État dans deux gouvernements bourgeois (Parri et De Gasperi) en 1945-46 – il aurait souhaité dès le départ la victoire du camp nazi⁶². Ce qui lui attira en 1976 cette remarque quelque peu acerbe d'Alfonso Leonetti, ancien trotskyste devenu membre du PCI, mais qui connaissait trop bien Bordiga :

«(le discours de Bordiga) est avant tout 'idéologique'. Pour lui la seconde guerre mondiale était la répétition et la continuation de la première; l'impérialisme anglais lui apparaissait bien plus nocif, parce que plus hypocrite, que l'impérialisme allemand. Cette position, mon cher Amendola, fut même partagée en 1939 par de nombreux communistes qui avaient salué comme actes de paix les Accords de Munich et le Pacte Molotov-Ribbentrop. Donc, on ne peut pas dire que (Bordiga) se soit 'prononcé pour le camp de Hitler'... De tels arguments ne peuvent que susciter l'indignation et de fait la suscitent»⁶³.

Pour la presse bourgeoise, libérale ou collaborationniste, Bordiga resterait toujours le chef des communistes italiens et ne pouvait que souhaiter la victoire des armées soviétiques, qui mèneraient une «guerre révolutionnaire» contre «les gras bourgeois», attendant l'heure d'une revanche exercée «sans peur ni pitié»⁶⁴.

⁶⁰ Conversation rapportée le 30 avril 1943 par le 'fiduciario' Alliotta, in Roberto Gremmo, op. cit., p. 128.

⁶¹ Ibid., p. 132.

⁶² Amendola soutenait que son oncle l'avait informé avec consternation en juillet 1943 que «ce 'fou' de Bordiga en était arrivé à souhaiter la victoire de Hitler contre la Russie». Peregalli-Saggiorno, ibid.

⁶³ Lettre de Leonetti à Amendola, 21 janvier 1976, "La svolta del 1930 e il problema dello stalinismo", *Belfagor* n° 1, 31 janvier 1977, p. 79-92.

⁶⁴ *La Gazette de Lausanne*, 14 juin 1944, correspondance téléphonique de Chiasso : «Sur les fronts d'Italie. Un manifeste communiste à Rome», p. 8 : «Le principal adversaire de la politique philo-monarchiste au sein du Parti communiste est M. Bordiga qui dirige le journal 'Bandiera rossa' («Bannière rouge»). L'organe officiel du parti est 'l'Unità' depuis que les Léninistes publient 'Prometeo'. Le prétendu «manifeste communiste», dont il est seulement suggéré qu'il émanait de Bordiga, proclamait : «Les gras bourgeois qui hier étaient fascistes se trompent s'ils croient que qu'il suffira d'arborer une cravate rouge et de saluer le poing levé. Ils se trompent s'ils croient que les armées de la Russie versent des flots de sang pour sauver la bourgeoisie européenne. Quand l'heure sonnera, nous dirons notre mot à coups de bombes. Nous n'aurons ni peur ni pitié». Tel était le tissu de fantaisies journalistiques que colportait le 'prestigieux' quotidien de Lausanne pendant la guerre. Bordiga n'était ni à la tête de «Bandiera rossa» ni opposé au 'léniniste' «Prometeo», l'organe clandestin du PCInt. Cette

Même la Gauche communiste italienne en exil, accorda quelque crédit à de telles rumeurs journalistiques⁶⁵ étant donné que Bordiga se refusait à tout contact avec elle depuis 1927.

L'exil de la *sinistra comunista* «orpheline» de Bordiga (1927-1944)

C'est donc sans Bordiga, retiré de l'activité politique, et en dehors de l'Italie – où les lois «fascistissimes» empêchaient toute activité politique organisée – que la Gauche communiste italienne se perpétua. Son existence se déroula dans l'exil, en France, Belgique et Luxembourg. Mais c'était un exil bénéfique qui devrait lui donner une dimension mondiale, comme les Juifs, ces grands exilés. C'est ce qu'avait souligné Bordiga, le 25 février 1926, lors du VI^e Exécutif élargi du Komintern, où il n'hésitait pas à utiliser la lyre du roi David, pour ne pas succomber à la mélancolie de la défaite :

«Nous jouons dans un certain sens un rôle international, parce que le peuple italien est un peuple de migrants dans le sens économique et social du terme; et même, depuis l'avènement du fascisme, dans un sens politique... Notre sort est un peu celui des Juifs : si nous avons été défaits en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Juifs eux-mêmes puisent leur force non en Palestine mais ailleurs»⁶⁶.

Mais à cette époque, pour les émigrés politiques de l'Occident capitaliste, Moscou jouait encore le rôle d'une Jérusalem terrestre communiste. On l'oublie souvent, l'URSS avait accueilli dès 1919 autant de réfugiés politiques que d'ouvriers immigrés. La gauche «bordiguiste» en URSS regroupa un certain nombre de militants ou sympathisants, tels que Francesco Allegrezza*, Ersilio Ambrogi (*Massimo*)*, Rodolfo Bernetich*, Ezio Biondini*, Alfredo Bonciani*, Luigi Calligaris (*Siciliano*)*, Renato Cerquetti*, Mario De Leone (*Topo*)*, Arduino Lazzaretti*, Emilia Mariottini*, Pompeo Nale*, Giuseppe Sensi*, Arnaldo Silva (*Ivan Monotov*)* et Virgilio Verdaro (*Gatto Mammone*)*.

La plupart devaient connaître un sort tragique : celui de l'inévitable balle dans la nuque après un jugement secret par une troïka du GPU ou du NKVD. Seuls quelques-uns purent sauver leur vie en bénéficiant *in extremis* d'une miraculeuse expulsion de l'enfer stalinien, tels Virgilio Verdaro*, Mario De Leone*, Emilia Mariottini* et Plinio Trovatelli*.

Si la gauche ne connut pas, dans les pays de «vieille démocratie», la sanglante tragédie de l'immigration dans l'URSS de Staline, celle du Goulag et des fosses communes pour ses victimes, elle en paya aussi le prix : souvent le chômage, les expulsions pour activité politique et faits de grève, les heurts fréquents avec les fascistes et les staliniens, et finalement les arrestations en 1939 comme «étrangers suspects».

En dépit de tout, la Gauche communiste italienne sut garder en main la boussole de l'internationalisme, jusque dans son activité quotidienne. Internationalisme signifiait avant tout *ne pas trahir la cause du prolétariat mondial en soutenant un camp ou un autre des belligérants impérialistes sur tous les fronts et sur tous les continents*⁶⁷.

À la croisée des chemins : bilan critique à travers la Gauche communiste allemande ou retour «à la vraie» doctrine de Bordiga ?

rumeur fut aussitôt reprise sur les ondes de *Radio-Paris*, la radio de la Collaboration dirigée par Philippe Henriot, qui fut abattu peu de temps après par la Résistance.

⁶⁵ La Fraction italienne à Marseille publia une prudente mise au point dans son *Bulletin de discussion* n° 7 (juillet 1944) : «Nous ne pensons pas qu'un camarade ayant une capacité idéologique telle que Bordiga puisse exprimer une telle position qui, en dehors de la phraséologie à apparence radicale, n'exprime que la position du capitalisme international et de son allié : 'le socialisme dans un seul pays', qui a permis de jeter le prolétariat dans la guerre impérialiste. Les conditions actuelles ne nous permettent pas de pouvoir vérifier avec rapidité et précision la véracité des faits».

⁶⁶ *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, Hambourg, Verlag Carl Hoym, 1926, p. 283.

⁶⁷ Voir, par exemple, l'éditorial de *Bilan*, «La consigne de l'heure : ne pas trahir», oct.-nov. 1936, p. 1173-1177.

Lorsqu'elle se forma dans l'exil en juillet 1927, la Fraction de gauche du PCI était loin d'être un bloc «monolithique» et «invariant». Ses positions se modifiaient au fur et à mesure de l'avancée d'un cours historique tragique qu'il fallait constamment réévaluer. Elle dut d'abord s'orienter au sein des différentes tendances de la Gauche communiste internationale et confirmer une rupture sans voie de retour avec le stalinisme triomphant.

Bordiga – comme au moment de la fondation du Comité d'Entente en 1925 – était resté très hésitant sur la conduite à tenir à l'égard des groupes qui avaient été expulsés du Komintern. Sa lettre à Karl Korsch (28 octobre 1926) était une fin de non-recevoir à la proposition du communiste de gauche allemand de poser les bases d'une nouvelle Internationale, par un regroupement des restes épars des organisations communistes ayant rompu avec le «nouvel impérialisme russe». Bordiga, qui considérait le nouvel État russe comme un «État prolétarien», conseilla de temporiser, quitte à se soumettre à la discipline la plus jésuite (*perinde ac cadaver*) :

«Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela sera possible, sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation dominante.»

Finalement, pour Bordiga (comme pour les trotskystes), hors du Komintern, il n'y avait point de salut : «*La situation objective et externe est encore telle qu'être chassé du Komintern signifie – et pas seulement en Russie – avoir encore moins de possibilités de modifier le cours de la lutte de classe ouvrière qu'on ne peut en avoir au sein des partis*»⁶⁸.

La Fraction du PC d'Italie en exil se trouvait confrontée à un choix difficile :

- soit rompre les amarres, en particulier avec le «trotskysme» qu'elle avait soutenu depuis 1925, et refonder sur le plan organisationnel la perspective communiste, ce qui impliquait un travail plein d'embûches dans un complet isolement;

- soit nourrir l'espoir d'une «revitalisation» de partis communistes dégénérés qui inévitablement se rallieraient aux positions de la Gauche communiste en expulsant le stalinisme d'un Komintern (enfin !) «régénéré», dont Trotsky deviendrait le président...

Ce premier choix fut fait par un «groupe d'avant-garde communiste» qui venait de se séparer de la Fraction au printemps 1927. Aux côtés de Michelangelo Pappalardi (*Salvador Pane*)*, un vieux compagnon napolitain de Bordiga, s'étaient regroupés les frères Bruno et Renato Pierleoni*, les frères Ernesto et Piero Corradi*, Bruno Bibbi (*Alfredo Bianco*)*, Alfredo Bonsignori (*Gracco*)*, Lodovico Rossi*, Eugenio Moruzzo* et Guglielmo Spadaccini (*Bertone*)*.

Organisés autour de *Réveil communiste/Risveglio comunista*, puis de *L'Ouvrier communiste*, ces «groupes d'avant-garde communiste», dits «ouvriéristes», s'étaient rapprochés des positions de la gauche communiste germano-hollandaise (KAPD, GIC) depuis 1920 «antiléningiste», à travers la fameuse *Réponse à Lénine* d'Herman Gorter⁶⁹. Ils avaient bénéficié du plein soutien d'André et Dori Prudhommeaux, dont la librairie parisienne servait de lieu de ralliement.

Pappalardi arriva en 1929 à cette conclusion : «*Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites la révolution mondiale, a trouvé dans les partis communistes ses saboteurs. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de sauver le Komintern en se cramponnant désespérément au léninisme comme le fait presque toute l'Opposition, il s'agit de condamner, à la lumière de l'expérience historique, le léninisme lui-même*»⁷⁰.

⁶⁸ Reprint (en français), in *Programme Communiste*, n° 68, oct.-déc.1975.

⁶⁹ Le texte de Gorter sera publié en italien seulement après 1968 : Silverio Corvisieri (éd.), *Gorter. Risposta all'Estremismo di Lenin*, Samonà e Savelli, Rome, 1970 [texte accompagné de ses critiques par Trotsky et Bela Kun : 'Risposta al compagno Gorter' et 'Dal settarismo alla controrivoluzione'].

⁷⁰ «Pour sortir du marais», *L'Ouvrier Communiste* n° 1, août 1929, journal publié par les «groupes ouvriers communistes» (GOC) [reprint par le [Collectif Archives Autonomies](http://archivesautonomies.org/spip.php?article930) : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article930>].

Mais faute d'une vision claire de l'organisation future (groupes locaux indépendants ou organisation internationale centralisée), les «groupes d'avant-garde communiste» se dissolvent, pour certains dans la confusion anarchiste-individualiste, voire antifasciste. Certains comme les frères Pierleoni adhèrent à l'activisme antifasciste des 'giellistes' de *Giustizia e Libertà* dirigée par Carlo Rosselli, Emilio Lussu et Alberto Tacchiani, qui tous rêvent d'instaurer une «démocratie sociale». Mais beaucoup, comme Bruno Bibbi et les frères Corradi ne voulurent pas suivre ce naufrage et se rallièrent à la Fraction de gauche, dirigée par la figure charismatique d'Ottorino Perrone*. Pappalardi, malade, dut se retirer de l'action politique en essayant de survivre matériellement grâce à l'aide fournie par André Prudhommeaux, qui évoluait vers l'anarchisme.

Sortie de l'exil par une confrontation internationale

La Fraction de gauche du PC d'Italie – qui se rebaptisa, lors de son congrès de 1935 fraction de la Gauche communiste – naquit en avril 1928 à Pantin, une petite commune de la banlieue ouvrière parisienne.

Exilée après 1926, la Gauche communiste «italienne» perdit de plus en plus ce qu'il pouvait y avoir d'«italien» dans ses «gènes» politiques et son cadre territorial. C'est alors un groupe d'ouvriers italiens immigrés en France et en Belgique qui reprend la tradition des Congrès de Livourne et de Rome du Parti communiste italien, ainsi que celle des deux premiers congrès du Komintern.

Bien que réduite en effectifs (80 à 100 militants dans les années 30), elle fut l'objet d'une constante surveillance tant de la part de renégats devenus espions de Mussolini – comme Ugo Girone (*Gitaschi*)*, qui avait fait partie du Comité d'Entente –, que d'agents de Togliatti et du Komintern. L'OVRA affichait régulièrement aux frontières le portrait des militants de la Fraction. Leurs «collègues» du GPU soviétique faisaient de même par l'intermédiaire d'Ersilio Ambrogi (*Massimo*)*, qui surveillait la Fraction à Bruxelles, depuis sa sortie «miraculeuse» de l'URSS en avril 1936. Peut-être le faisait-il déjà aussi pour le compte de l'OVRA, puisqu'il fit allégeance au régime fasciste en 1940, avant de réintégrer le parti stalinien en 1956, après l'écrasement de l'insurrection ouvrière de Budapest.

Les militants de la Fraction connurent les noires conditions d'existence imposées par le capitalisme aux travailleurs immigrés. Leur condition était d'autant plus incertaine que tous étaient des «*soversivni*» qui avaient combattu les armes à la main les bandes fascistes. Tous savaient qu'une collaboration amicale existait entre toutes les polices des «pays démocratiques» (USA inclus) et la police d'un Mussolini devenu «courtois» et «honorable». Churchill, qui n'avait pas hésité en 1919 à faire gazer les régiments bolcheviks, puis les Kurdes irakiens en 1920⁷¹, nourrissait une immense admiration pour le Duce, qu'il venait de rencontrer à Rome en janvier 1927 : *«Je n'ai pas pu ne pas être fasciné, comme tant d'autres personnes, par le comportement courtois et simple de l'honorable Mussolini et par son attitude calme et sereine. Si j'avais été italien, je suis sûr que j'aurais été entièrement avec vous, du commencement à la fin de votre lutte victorieuse contre les appétits bestiaux et les passions*

⁷¹ Lors d'une réunion au Ministère de la guerre (*War Office*), le 12 mai 1919, Churchill déclara : *«Je suis un ferme partisan de l'utilisation de gaz toxiques contre des tribus sauvages [sic]. L'effet sur le moral devrait être aussi bon que les pertes en vies humaines devraient être réduites. Il est inutile de faire un usage exclusif des gaz les plus mortels : ils peuvent être utilisés en causant de graves dommages et en semant une vive terreur, sans affecter sérieusement et en permanence la plupart de ceux qui les endurent»* [Martin Gilbert, *Winston S. Churchill*, Heinemann, Londres, 1976]. Les gaz, mortels (du diphénylaminechloroarsine) en fait, furent d'abord utilisés massivement en août et septembre 1919 contre les bolcheviks au sud d'Arkhangelsk, puis contre les Kurdes irakiens à l'été 1920. Les bolcheviks suivirent l'exemple : Toukhatchevski et Antonov-Ovseenko signèrent un ordre militaire (12 juillet 1921) très explicite visant les paysans insurgés de Tambov : *«Les forêts où les bandits se cachent doivent être nettoyées à l'aide de gaz toxiques. Ceci doit être soigneusement calculé afin que la couche de gaz en pénétrant les forêts tue quiconque s'y cache»*. L'utilisation (officielle) d'armes chimiques dura tout le second semestre 1921 [B. V. Sennikov, *Тамбовское восстание 1918-1921 гг. и раскрестьянивание России 1929-1933 гг* (La rébellion de Tambov 1918-1921 et l'éradication de la paysannerie russe 1929-1933), 'Posev', Moscou, 2004]. Mussolini, en Éthiopie (oct. 1935—mai 1936), puis Saddam Hussein, le 16 mars 1988 à Halabja (Kurdistan), copièrent donc les pratiques de Winston Churchill, mais aussi celles de l'état-major «bolchevik».

*du léninisme [...]. Sur le plan extérieur, votre mouvement a rendu service au monde entier*⁷².

Face à cette «Sainte Alliance» de tous les régimes, «démocratiques», «fascistes» ou «autoritaires», la Gauche italienne surmonta les affres de l'exil en restant ancrée dans l'internationalisme, sans jamais faire allégeance – *la main sur le cœur!* comme aux USA – à une «patrie», sa seule patrie étant le monde. Elle fut présente non seulement en France et Belgique-Luxembourg, mais aussi (dans une moindre mesure) aux U.S.A., à New York (groupe formé autour d'Amerigo Zarda*).

La Fraction communiste eut aussi des contacts jusqu'avec le lointain Mexique, grâce à l'exil politique d'un couple d'ethnologues allemands (Paul Kirchhoff* et Johanna Faulhaber), qui formèrent un noyau de la Gauche communiste avec une poignée de Mexicains dissidents du trotskysme, qui les traina dans la boue.

Échappant au phénomène de repliement sur soi, si fort dans les groupes politiques d'exilés, la Gauche communiste italienne chercha – du moins jusqu'en 1936 – une confrontation fraternelle avec tous les groupes sortis ou expulsés du Komintern : depuis l'Opposition de gauche trotskyste jusqu'aux «communistes de gauche» ayant rompu avec le Komintern dès 1921, puis avec Trotsky dès 1930, telles l'Union communiste d'Henry Chazé* et la Ligue des communistes internationalistes (LCI) d'Adhémar Hennaut*, et plus tard la Revolutionary Workers League (RWL) d'Hugo Oehler aux USA. C'est de celle-ci que proviendront des militants comme David Atkins* qui devaient former la section américaine du PCInt après 1946.

Particulièrement cruciale fut l'expérience de confrontation avec le courant trotskyste, l'Opposition de gauche formée par Trotsky en 1929. En France, la Fraction italienne eut pendant deux ans environ des discussions avec ce courant. À l'égard de la Ligue communiste de Pierre Naville, Pierre Frank, Raymond Molinier et Alfred Rosmer, la politique de la Fraction resta toujours la même : intervenir en son sein pour clarifier les divergences. Le but recherché était double : faire connaître le plus largement possible ses propres positions et clarifier ainsi les véritables divergences. Les documents de la Fraction eurent une tribune dans le *Bulletin international de l'opposition* ainsi que dans la *Lutte de classes*⁷³. À la fin de l'année 1931, la Fraction édita en français le *Bulletin d'information de la Fraction de gauche italienne*. Six numéros se succédèrent jusqu'en janvier 1933.

Mais la rupture avec le courant de Trotsky se précipita en octobre 1931, lorsqu'une délégation de la Fraction – composée de Virgilio Verdaro*, Ottorino Perrone*, Bruno Bibbi* et Antonio Gabassi* – fut invitée à la conférence nationale de la Ligue. Face à Raymond Molinier (1904-1994) qui demandait le retour de l'Opposition dans le giron du PCF, la Fraction constata que «pour 'redresser' les partis, on (avait) désagrégé l'Opposition». La Fraction, pourtant, n'excluait «pas du tout que l'on doive faire une demande de réintégration dans le Parti». Mais c'était «à la condition exactement contraire à celle que la Ligue a posée, c'est-à-dire à la condition de défendre le droit de vie de la fraction avec son organisation propre et sa presse». En effet, «la disparition de la Fraction ne (pouvait) que coïncider avec la solution de la crise communiste; elle disparai(trait) dans le parti redressé ou elle devien(drait) le Parti». À la différence de la Ligue, la délégation italienne ne pensait pas qu'on puisse redresser les partis, lorsque ceux-ci sont en proie à des forces ennemies qui «menacent les bases mêmes de l'organisation prolétarienne». Dans ces conditions l'alternative n'était pas ou «redressement» ou «opposition» – hypothèse valable pour

⁷² Conférence de presse tenue à Londres le 20 janvier 1927, in Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, 1999, p. 422.

⁷³ «Le développement de l'opposition communiste de gauche italienne», lettres de la Fraction de gauche italienne et réponses de Trotsky, *La Lutte de Classes*, revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste, Paris, juillet 1930, n° 23, p. 503-526.

un organisme sain –, mais «chute inévitable du parti» ou «son salut *uniquement à travers la victoire de la fraction*»⁷⁴.

Cette méthode, plus saine, tranchait avec celle des «raccourcis» d'un trotskysme prêt à contracter des alliances contre nature afin de se doter d'une «base de masse» éclectique sur laquelle reposerait la future Quatrième Internationale. Cette politique conduisit Trotsky et ses partisans à former des fractions clandestines dans les PC ou à mener tambour battant l'entrisme dans la social-démocratie. Malgré toute la bonne volonté et la persévérance de la Fraction italienne, la rupture avait été décidée par Trotsky lui-même dès juin 1931. Celui-ci rajoutait de l'huile sur le feu et poussait le minuscule noyau de la Nouvelle opposition italienne à se montrer moins «indulgent» avec les bordiguistes :

*«J'ai le sentiment que la Nouvelle Opposition italienne à l'égard des bordiguistes se comporte de façon trop attentionnée, trop douce, beaucoup trop de 'wait and see'. Je comprends parfaitement bien qu'au début il était nécessaire d'user de beaucoup de tact pour voir s'il était possible de collaborer avec ce groupe, s'ils étaient ouverts à nos arguments, etc. Mais il me semble que la nature de ce groupe s'est pleinement dévoilée : c'est une culture de pur sectarisme, hermétiquement close, pas peu rancie par un air confiné. Un esprit hautain et sectaire, tel est le trait caractéristique de ces gens... La position de Prometeo est un monstrueux mélange d'anarchisme, de syndicalisme et d'opportunisme, enrobé de conservatisme sectaire...»*⁷⁵.

La politique de la Fraction infirma ce «diagnostic» du D^f Trotsky émis sous forme de condamnation sans appel. Cette attitude grossièrement arrogante montrait qu'une confrontation avec le mouvement trotskyste, un mouvement largement gangrené par la pénétration du Guépéou, n'offrait plus d'autre perspective que celle d'une capitulation sans conditions et donc d'un suicide politique. Par contre, cette persévérance modeste de la Fraction dans les discussions internationales paya. Sans céder sur ses principes, elle noua avec les groupes communistes de gauche des rapports fructueux, élargissant considérablement son horizon théorico-politique limité aux deux premiers congrès du Komintern.

La création d'une Fraction belge de la Gauche communiste (issue de la LCI en février 1937), la création du GTM (Groupe de travailleurs marxistes) au Mexique en 1938 allaient montrer un apparent élargissement de son influence, cependant plus idéologique que numérique. Désormais, la Gauche communiste italienne semblait perdre sa spécificité «italienne», au point de se rebaptiser en 1938 Gauche communiste internationale, dirigée par le Bureau international des fractions italienne et belge.

Pas de maintien des positions internationalistes sans une remise en cause des schémas du passé

Paradoxalement, si la Gauche communiste italienne fut l'un des premiers courants de gauche de l'Internationale communiste, elle fut aussi l'un des derniers à en sortir, moins par sa propre volonté qu'à la suite de son expulsion. Qualifiée avec condescendance d'«ultragauche» par Trotsky en 1930, elle resta membre de l'Opposition de gauche internationale (trotskyste) jusqu'en 1932, date à laquelle elle fut poussée vers la sortie.

Comme courant, la Gauche communiste «italienne» s'est maintenue non parce qu'elle aurait recherché «l'extrémisme» à tout prix, mais parce que la dure réalité la poussait à évoluer, certes prudemment, mais en remettant en cause des schémas dépassés. L'expérience russe ne pouvait être une table de la loi gravée pour l'éternité, mais nécessitait d'être soumise au feu de la critique.

⁷⁴ *Bulletin d'information*, n° 3, novembre 1931, et n° 4, janvier 1932.

⁷⁵ «La ligne bordighiste», 10 juin 1931, lettre en français de Trotsky à Mill (Pavel Okin, un agent du Guépéou qui avait un rôle dirigeant dans le mouvement trotskyste). En anglais : «The Bordigist Line», *Writings of Leon Trotsky : Supplement I, 1929-33*, Pathfinder Books, 1979, p. 84-85.

Le marxisme n'était ni une bible dont les premières et dernières pages seraient celles du *Manifeste communiste* en 1848 ni un livre de recettes tactiques invariantes depuis le Second congrès du Komintern. Pas de marxisme sans un incessant enrichissement par la praxis. Pas de culte des «grands hommes», transformant le marxisme en atelier d'icônes poussiéreuses, où trôneraient pour l'éternité Lénine, Trotsky et Bordiga.

Considérant que la Révolution russe et toute la période qui la suivit devaient aboutir à un «bilan» lucide et honnête, sans préjugés ni ostracisme, la *sinistra comunista* dans la période 1926-1943 fut amenée à critiquer certaines positions de Lénine et de Bordiga, dont elle se réclamait pourtant. Que ce soit dans la question syndicale, celle des «luttés de libération nationale», ou encore la question de la période de transition pré-communiste, elle n'hésitait pas à innover, quand cela lui semblait nécessaire. C'est certainement ce «bilan» critique du passé qui permit à la Fraction de consolider ses bases théoriques et d'affronter la Seconde Guerre mondiale.

Cette traversée du désert de la Gauche communiste italienne pendant la période la plus noire d'une contre-révolution multipolaire (libérale-démocrate, fasciste, nazie et stalinienne) ne peut s'expliquer par la seule personnalité de ses militants les plus en vue, tels Virgilio Verdaro* (*Gatto Mammone*), Jacob Feingold (*Jacobs*)*, Jean Melis (*Jehan*)*, et surtout Ottorino Perrone* (*Vercesi*) qui fut l'un des principaux démiurges de la Fraction de gauche.

Si brillant qu'il fût, Perrone a été avant tout le précipité d'une activité théorique et politique qui jaillissait de chacun des militants. Ses hésitations politiques, voire sa surprenante participation à une «Coalition antifasciste» en 1944-45 à Bruxelles (voir *infra*), montrent *a contrario* que la continuité idéologique de la «sinistra italiana» dépendait plus de l'organisation dans sa totalité que de simples individus, fussent-ils aussi charismatiques que Bordiga. Selon une formule chère à la Fraction de gauche italienne, chaque militant se retrouvait dans son organisation, comme celle-ci se retrouvait dans chacun de ses militants. S'il lui arriva d'exalter les «chefs prolétariens», à l'instar de Lénine, ce fut pour aussitôt souligner que ces «chefs» synthétisaient une riche vie organique, celle de leur parti. Dans ce sens, elle chercha autant que possible à vêtir du simple anonymat les militants les plus en vue. En cela, elle répondait au constant souci de Bordiga, dans les années 20, de faire prédominer une saine vie de parti basée non sur le «suivisme» par rapport à des «chefs», mais sur la fidélité au programme prolétarien.

S'ils furent «anonymes», tous les militants ouvriers de l'organisation donnèrent leur meilleure part, oralement et par écrit, à l'orientation politique et théorique de la Fraction. On peut mentionner, entre autres, les noms de Giulio Bertazzo (*Patara*)*, Fernando Borsacchi (*Pieri*)*, Giovanni Bottaioli (*Butta*)*, Turiddu Candoli (*Alfredo*)*, Giuseppe Cappelletti (*Pino*)*, Carmelo Chillemi (*Cinese*), Giovanni Consonni*, Luigi Danielis (*Gigo*)*, Antonio Gabassi (*Totò*)*, Guido Gasparini*, Aldo Lecci (*Tullio*)*, Carlo Mazzucchelli (*Tre*)*, Balilla Monti*, Renato Pace (*Romolo*)*, Ferruccio Pessotti (*Ferruccio*)*, Bruno Proserpio (*Milanese*)*, Otello Ricci (*Piccino*)*, Vincenzo Serena (*Germoglio*)*, Giovanni Sincovitch* et Giacomo Stefanini (*Luciano*)*, qui tous militèrent – très souvent – jusqu'à leur dernier souffle. Certains comme Severo Aldovino (*Severino, Mathieu*)* ou Giovanni Campeggi (*Gandi*)*, s'en écartèrent politiquement ou rompirent définitivement à l'automne 1936, comme Enrico Russo (*Candiani*)*. Ceux qui tentèrent de rentrer en Italie, au début des années 30, comme Carmine De Caro*, rédacteur de *Prometeo*, connurent prison, hôpital et mort lente. D'autres, comme Giovanni Tornielli (*Nero*)*, trésorier de l'organisation, ou Renzo Carrà*, délaissèrent l'activité militante pour une activité artisanale. Certains comme Duilio Romanelli* et Eugenio De Luca* périrent de mort violente, l'un dans un lager nazi, l'autre enlevé et froidement assassiné par des partisans staliniens.

Dans une période de triomphe de la contre-révolution, marquée par l'écrasement du mouvement révolutionnaire en Italie, en Hongrie et surtout en Allemagne, l'instauration progressive d'un capitalisme d'État en Russie, la *Sinistra comunista* navigua sur sa frêle embarcation à contre-courant, dès 1923-24. Elle refusa de soutenir la «démocratie» ou le «libéralisme» contre le

«fascisme». Elle rejeta la «défense de l'URSS», qui était devenue la «patrie» du capitalisme d'État stalinien. Elle rejeta tout autant – après l'écrasement de la Révolution prolétarienne en Chine en 1926-1927 – les «lutes de libération nationale» sur tous les continents, dès le moment où la bourgeoisie «indigène» en prenait la direction pour mieux forger les chaînes de l'esclavage national-capitaliste.

De façon remarquable, face à un conflit devenu permanent au Moyen-Orient, où déjà Arabes musulmans et Juifs sionistes s'entretuaient, la Gauche communiste refusait en 1936 de choisir un camp ou un autre, chacun étant condamné à rester sous l'emprise de sa bourgeoisie nationale, quel que soit son degré de développement. Virgilio Verdaro* résumait le dilemme qui s'est posé depuis cette période jusqu'à aujourd'hui, pour tout communiste internationaliste :

«Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question 'palestinienne', mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste»⁷⁶.

Lorsqu'une nouvelle guerre devint inévitable, la Gauche communiste italienne – ainsi que les groupes proches, comme l'Union communiste et la LCI – préconisa le «défaitisme révolutionnaire» dans tous les camps belligérants; elle défendit contre le courant la nécessité d'une révolution prolétarienne mondiale, unique solution pour un monde qui semblait à l'agonie, secoué par des convulsions économiques et politiques à répétition, des guerres locales sans fin et une terreur massive, devenue le mode ordinaire de gestion du capitalisme, qu'il fût privé, mixte, «totalitaire» ou d'État.

À contre-courant : Fronts populaires, guerre en Espagne

La Fraction navigua en permanence à contre-courant, rencontrant l'hostilité des ouvriers français et belges, dont l'immense majorité suivait les consignes du Front populaire et défilait derrière le drapeau de l'unité nationale «antifasciste», au son de *la Marseillaise* ou de *la Brabançonne*. La classe ouvrière gobait les mensonges staliniens d'une Union soviétique «égalitaire», où régnaient une croissance planifiée et le «plein emploi», alors que les USA comptaient leurs chômeurs par millions.

Isolée, en proie aux calomnies staliniennes, à la persécution fasciste, aux expulsions répétées dans les pays «démocratiques», la Fraction de gauche italienne fit le choix difficile de s'isoler encore plus pour continuer à défendre sans faiblesse ses positions internationalistes contre la guerre.

Ébranlée par le resurgissement du patriotisme dans les rangs ouvriers, la gauche italienne, dans ses organes *Bilan* et *Prometeo*, en vint à douter des capacités du prolétariat à mener désormais une lutte de classe authentique contre le capital. Pour elle, «sous le signe du Front populaire», la «démocratie» était parvenue au même résultat que le «fascisme» : l'écrasement (idéologique) du prolétariat français et sa disparition de la scène historique. Ainsi, concluait Jacob Feingold*, l'un de ses dirigeants, «le prolétariat n'existe plus, momentanément, en tant que classe, en conséquence de profondes défaites mondiales»⁷⁷.

Lors de la guerre en Espagne, elle fut en France et en Belgique, ébranlée par les événements. Si elle reconnut l'importance des événements révolutionnaires espagnols, elle en souligna vite la récupération par la bourgeoisie «républicaine» et le stalinisme. Lorsque la lutte de classe menée

⁷⁶ «Le conflit Arabe-Juif en Palestine (*suite et fin*)», *Bilan*, juin-juillet 1936.

⁷⁷ *Bilan*, n° 29, mars-avril 1936, «L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux».

contre la bourgeoisie se déplaça sur le front militaire contre l'armée franquiste, elle appela à la «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» :

«Au volontariat opposer la désertion.

«À la lutte contre les 'Maures' et les fascistes, la fraternisation.

«À l'union sacrée, l'éclosion des luttes de classe sur les deux fronts.

«À l'appel pour la levée du blocus contre l'Espagne, les luttes revendicatives dans tous les pays et l'opposition à tout transport d'armes...

«À la directive du solidarisme de classe, opposer celle de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien»⁷⁸.

Soutenue en cela par la minorité de la LCI de Belgique, et le GTM, un petit groupe mexicain, elle souffrit d'un isolement total. Affirmant qu'en dehors d'un parti de classe, il ne saurait y avoir de perspective révolutionnaire, appelant (comme le fit surtout Ottorino Perrone) à la «fraternisation» des armées impérialistes (mais aussi à une «aide humanitaire») sur les deux fronts de la guerre en Espagne, les positions de *Bilan* et *Prometeo* apparurent à ses anciens alliés comme purement «contre-révolutionnaires» (selon les mots d'Adhémar Hennaut). L'Union communiste en France, la LCI en Belgique, la RWL (Revolutionary Workers League) oehleriste⁷⁹ aux USA coupèrent les ponts avec la Gauche communiste italienne, qualifiée alors de «perroniste».

Ces désaccords, Adhemar Hennaut sut parfaitement les résumer :

« [Leur] position à propos de l'Espagne n'est pas un hasard, mais une conséquence logique de toute l'idéologie de la Fraction. Elle a son point de départ dans la conception du rôle hypertrophié – totalitaire pourrait-on dire, pour employer un mot à la mode – du parti. Si le rôle de la classe ouvrière dans la révolution se ramène en dernière analyse à s'en remettre à la sagesse du parti révolutionnaire, les possibilités révolutionnaires d'une situation ne pourront être déterminées qu'en fonction de l'existence ou de la non-existence de ce parti. Si le parti existe, la situation prend une tournure ou en tout cas peut prendre une tournure révolutionnaire. Si par contre ce parti fait défaut, l'héroïsme le plus pur de la classe, son idéalisme le plus exalté doit se dépenser en pure perte. Tel est le mécanisme du raisonnement de la Fraction et qui devait l'amener à défendre les positions contre-révolutionnaires que nous connaissons : rupture des fronts militaires, fraternisation avec les troupes de Franco, refus d'aider au ravitaillement en armes des milices gouvernementales espagnoles. Et le caractère réactionnaire de ces positions n'est pas diminué par le fait que dans le cours de la discussion ceux qui les défendaient aient été amenés à reconnaître l'application immédiate de ces positions comme impossible, remettant leur application à une époque où les travailleurs espagnols se rendraient par eux-mêmes mieux compte du caractère désespéré de leur action contre Franco»⁸⁰.

En France, une forte minorité décida de rejoindre les rangs de l'Union communiste d'Henry Chazé*, Lastérade de Chavigny* et Szajko Schönberg*. Parmi eux : Enrico Russo* et Bruno Zecchini*, les frères Corradi* et beaucoup d'autres, après que Mario De Leone*, l'esprit de la minorité, mourut à Barcelone, terrassé par un infarctus.

Affaibli numériquement, la Fraction de gauche en sortit tout aussi affaibli idéologiquement.

***Bilan* 1933-1939 : Un bilan théorique crucial mais contradictoire**

Sur les questions «tactiques» d'intervention dans la lutte de classe, la *Sinistra comunista* maintint ses positions d'origine : antiparlementarisme de principe et non-participation aux élections; formation des cadres du «futur parti de demain» par le seul canal de la Fraction; intervention

⁷⁸ «Guerre impérialiste ou guerre civile», *Bilan*, n° 38, déc. 1936-janv. 1937.

⁷⁹ «A reply to the Open Letter of the Left Faction of Communism to the R.W.L.», *The Fourth International* n° 14, oct. 1937.

⁸⁰ *Bulletin de la Ligue des communistes internationalistes*, Bruxelles, mars 1937.

active dans les syndicats. Sur cette dernière question, la question syndicale, s'ouvrit un débat sur la participation à des organismes devenus «les piliers de l'ordre capitaliste». Giacomo Stefanini (*Luciano*)* fut l'un des rares qui aborda de front la question, en posant comme alternative la constitution d'organismes revendicatifs non syndicaux.

C'est surtout sur le plan théorique, et non celui de la tactique, que les remises en cause de la sacralité d'Octobre 1917 se multiplièrent.

Perrone donna sa majeure contribution à propos de la question de l'État et de la violence, une contribution qui traçait une frontière idéologique avec la conception «marxiste-léniniste» ou «bolchevik-léniniste». L'État prolétarien russe était «resté un organe de coercition», «stérilisant en les incorporant» les «organisations de classe».

Condamnant la répression contre Makhno et les insurgés de Kronstadt, Perrone – s'exprimant au nom de son groupe – proclama (en lettres majuscules!) que «**ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat**», et qu'«*il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique*», et que nul «parti de classe» ne pouvait «*rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens*». Et il ajoutait qu'en aucun cas un parti prolétarien ne pouvait se confondre avec l'État, quel qu'il soit : «*Dictature du parti ne peut devenir... imposition à la classe ouvrière des solutions arrêtées par le parti, ne peut surtout pas signifier que le parti puisse s'appuyer sur les organes répressifs de l'État pour éteindre toute voix discordante en se basant sur l'axiome que toute critique, toute position provenant d'autres courants ouvriers est par cela même contre-révolutionnaire...*»⁸¹

Sur la question russe, Perrone resta quelque peu dans le flou, se démarquant à peine de l'analyse par Trotsky de la bureaucratie, en constatant qu'elle «n'était pas encore (une) classe capitaliste». En 1939, pourtant la position 'perroniste' changea du tout au tout, estimant que l'industrie russe «*pouvait fort bien se métamorphoser en **capitalisme d'État***».

Sur un autre plan, celui des perspectives de guerre, les réflexions théoriques de Perrone eurent un effet dévastateur. En 1937, lors du congrès de la Fraction italienne et lors de la fondation du «Bureau international des fractions de gauche», il fit adopter une nouvelle orientation politique sur les perspectives de guerre. Selon lui, la mise en place d'une économie de guerre tendait à fournir une «solution économique» au capitalisme international.

Cette nouvelle forme de capitalisme rendait «des contrastes inter-impérialistes» secondaires, la bourgeoisie pouvant «reporter l'échéance de la guerre mondiale». Les guerres devenaient des «guerres localisées» dont la finalité était autant un débouché pour la production d'armements qu'une tentative de «destruction du prolétariat de chaque pays».

Il s'ensuivait une «solidarité inter-impérialiste» pour, comme lors de Munich, éviter la guerre et donc la révolution, comme en 1917. Cette position défendue par *Verversi* et *Jacobs* était minoritaire mais tétanisa l'activité des 'bordiguistes' italiens et belges. Les thèses défendues par Perrone et Jacob Feingold sur une économie de guerre salvatrice du capitalisme dans des guerres restant locales, aboutissaient à la dénégation de la guerre mondiale. La position officielle défendue publiquement après les Accords de Munich (30 septembre 1938) était sidérante : la perspective d'une guerre mondiale était écartée d'un trait de plume :

«Le fait qu'en septembre 1938, le capitalisme mondial eut recours à un compromis au lieu de faire appel aux armes, peut faire admettre la thèse que même dans la tension actuelle une solution même provisoire finira bien par être trouvée dans un deuxième Munich»⁸².

⁸¹ *Bilan*, n° 26, janvier 1936, «Parti-Internationale-État (5^e et dernière partie) : l'État soviétique».

⁸² Article de *Gatto Mammone* (Virgilio Verdaro), «Notes internationales», *Octobre* n° 5, août 1939. Le courant trotskyste belge dissident de Georges Vereecken soulignait cette paralysie : «Depuis huit semaines que dure la guerre, nous ne savons pas encore ce qu'ont fait les bordiguistes pour donner leur point de vue... ils sont peut-être encore bouleversés du coup reçu par les événements, le déclenchement de la guerre, alors qu'ils disaient encore, 10 minutes avant l'entrée de Hitler en

Il n'en était pas de même de la minorité constituée du Belge Jean Melis* et des Italiens en France (Mauro Stefanini, Giovanni Bottaioli en particulier) qui jugeait la guerre imminente. Cette dernière ne fut donc pas surprise lorsque la guerre mondiale éclata en août 1939.

Néanmoins, l'activité de la Fraction italienne organisée autour de *Bilan* et de *Prometeo*, dont la force motrice était Ottorino Perrone (Vercesi), a constitué une étape politique majeure, la condition *sine qua non* de la formation d'un authentique parti communiste internationaliste en 1942-43. Amadeo Bordiga rendit en 1957 un long hommage à «*Ottorino Perrone et à son courageux petit groupe de l'émigration italienne*», à leur lutte «depuis 1927 [...] autour des revues *Prometeo* et *Bilan*», lutte à laquelle «*ils doivent sans aucun doute le meilleur d'eux-mêmes*»⁸³.

Le Parti communiste internationaliste d'Italie (1942-1952) : une existence «prématurée» ?

C'est en France, puis en Italie que va surtout se déployer l'activité communiste internationaliste. Après plus d'une année de flottement, jusqu'en 1941 elle va déployer propagande et agitation contre la guerre impérialiste, quel que soit le front militaire. À la différence des trotskystes, les internationalistes refusèrent toute défense de l'URSS. Celle-ci n'était pas un «État ouvrier dégénéré» mais un État impérialiste inséré dans la géopolitique capitaliste mondiale.

La Fraction italienne en France et en Belgique pendant la guerre

En 1940-41, la Fraction italienne s'était regroupée dans la zone non occupée, à Marseille et ailleurs, autour de Giovanni Bottaioli*, Giacomo Stefanini*, Aldo Lecci*. Progressivement, elle reprit son activité contre la guerre impérialiste, mais sans Perrone, plongé dans la clandestinité dans la Belgique occupée. Dès 1942, se forma aussi un petit noyau d'une Fraction française autour de Marc Chirik* avec Clara Geoffroy*, Robert Salama (*Moussu*)*, Suzanne Voute* et Robert Couthier* qui sortit différents bulletins de discussion internationale, ainsi que des tracts ou papillons contre toutes les puissances impérialistes belligérantes. Parmi eux aussi, l'écrivain Jean Malaquais*, prix Renaudot 1939 pour son roman *Les Javanais*, avant qu'il ne puisse gagner l'Amérique en bateau, grâce à un visa providentiel obtenu par le Centre américain de secours dirigé par Varian Fry⁸⁴.

La Fraction française, autour de son militant le plus chevronné (qui venait de l'Union communiste et de la Fraction italienne) apporta d'importantes contributions théoriques sur les questions de l'économie de guerre, la question de l'État et la perspective du communisme. Ces contributions étant régulièrement publiées dans le *Bulletin interne de discussion* publié sous la responsabilité de la fraction italienne.

La Fraction italienne fut avec les Internationalistes hollandais (Groupe des communistes internationaux), les RKD allemands de Georg Scheuer*, les communistes-révolutionnaires français (Robert Pagès*, Raymond Hirzel*, Janine Morel*) ou le Groupe révolutionnaire prolétarien (Pierre Lanneret*, Pavel Thalmann, Roger Bossière* et Maximilien Rubel), l'un des rares groupes à dénoncer la guerre impérialiste et les fronts patriotiques de résistance, pour leur opposer la nécessité d'une révolution prolétarienne antinationale balayant tous les blocs et fronts militaires. Au massacre d'ouvriers dans la guerre, elle opposa leur fraternisation, par-delà toutes les frontières. Certains de ses militants les plus formés le payèrent de leur vie, comme Jacob Feingold*, qui fut arrêté à Marseille puis assassiné à Auschwitz, ou Jean Melis*, qui arrêté à

Pologne, que la bourgeoisie parviendrait à empêcher le déclenchement du conflit, exprimant par là qu'elle serait parvenue à surmonter ses propres contradictions.» [*Contre le courant*, Bulletin du Groupe communiste internationaliste pour la construction de la IV^e Internationale, n° 1, novembre 1939].

⁸³ Amadeo Bordiga, «Ottorino Perrone. Una pagina della battaglia rivoluzionaria», *Il programma comunista*, n° 21, 8-25 nov. 1957; «Ottorino Perrone, un monito ai giovani militanti», *Il programma comunista*, n° 2, 22 janv.-5 févr. 1958.

⁸⁴ «*Livrer sur demande...*», *Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis (Marseille, 1940-1941)*, Agone, Marseille, 2008 [Préface de Charles Jacquier & avant-propos d'Albert Hirschman].

Bruxelles fut emprisonné, puis déporté dans un lager nazi où il périt.

En Belgique précisément, l'activité de la Fraction italienne fut réduite moins par la plongée dans la clandestinité et la mise en veilleuse de toute activité que par l'évolution de son principal «guide» : Ottorino Perrone. Perrone ne resta pas inactif et continua à orienter le travail de la Fraction. Dans un long texte de mai 1941 («La guerre et le prolétariat»), reprenant une analyse de Lénine – «*il n'existe pas de situation sans issue pour le capitalisme*» – il appelait à ne pas perdre de vue que la guerre ne mène pas «par une sorte de fatalité immanente à l'effondrement total de la société bourgeoise». Pendant toute la guerre, sa position ne varia pas d'un iota, s'opposant à la position de la Fraction italienne en France, pour qui la chute de Mussolini en juillet 1943 signifiait que «la transformation de la Fraction en Parti (était) à l'ordre du jour». Ces divergences entraînèrent une détérioration des rapports entre les Fractions italienne et belge.

À la Libération de la Belgique, en septembre 1944, Perrone représenta la fraction de gauche communiste dans la «Coalizione antifascista» qui défendait vis-à-vis des autorités belges et des forces alliées les intérêts de la communauté italienne. Il exerça, dans les locaux du consulat d'Italie, rue de Livourne, toutes les responsabilités consulaires avec l'aide de quelques employés. Il participa non seulement à la Croix-Rouge mais à la Coalition antifasciste de Bruxelles au côté de Louis de Brouckère, ministre d'État. Cela lui valut d'être exclu le 20 janvier 1945 par la Fraction italienne de Marseille. Perrone continua néanmoins, avec son fidèle lieutenant Ferdinando Borsacchi*, son activité dans la Coalition antifasciste jusqu'en mai 1945, avant d'adhérer au Parti communiste internationaliste qui venait juste de sortir de la clandestinité.

La formation du Parti communiste internationaliste (1943-1945) et la lutte contre le national-partisanisme

Les premiers noyaux internationalistes en Italie s'étaient formés dès l'automne 1942 dans l'axe industriel Turin-Milan. Une plate-forme très succincte donnait une orientation anticapitaliste où était fustigée «la dégénérescence de l'État ouvrier et de l'Internationale», et réaffirmée la «nécessité d'un parti de classe», tel que formé à Livourne en janvier 1921⁸⁵.

C'est dans le sillage des grèves révolutionnaires de mars 1943 au nord de l'Italie, cause principale de la chute de Mussolini (25 juillet), que s'opère la lente «incubation du Parti» – selon les termes de Bruno Maffi. Les groupes clandestins de l'organisation, clairement définie comme «parti communiste internationaliste», présents dans les usines, mettent déjà en garde, contre l'euphorie générale causée par la chute du tyran. L'exploitation capitaliste va perdurer. Il faut arrêter la guerre et poser la question du pouvoir sous forme de conseils d'ouvriers, paysans et soldats :

«Ouvriers, paysans, soldats, la chute du fascisme ouvre une crise qui ne peut et ne doit se limiter ni à un gouvernement militaire qui est une pâle copie du régime de Mussolini, ni à une éventuelle restauration des anciennes formes de démocratie. La bourgeoisie, la monarchie, l'Église, initiateurs et soutiens du fascisme, qui maintenant donnent au peuple Mussolini en pâture, pour éviter d'être emportés avec lui, et revêtent le costume démocratique et populiste pour pouvoir perpétuer exploitation et oppression des classes laborieuses, toutes n'ont aucun droit à la parole dans la crise actuelle. Ce droit appartient exclusivement à la classe ouvrière, aux paysans et aux soldats, éternelles victimes de la pierre capitaliste...»

⁸⁵ «Il Convegno nazionale del partito ha riaffermato le tesi fondamentali della sinistra italiana», *Battaglia comunista* n° 2, Rome, 23-30 janvier 1946, p. 1.

«Formez dans les usines, les villages et les casernes vos organes naturels de bataille, les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, comme armes défensives et offensives contre votre ennemi de classe! Par votre lutte servez d'exemple aux ouvriers du monde entier afin qu'ils combattent avec vous contre le même ennemi»⁸⁶.

La chrysalide de la fin 1942 s'était métamorphosée peu à peu en parti d'action, le *Partito comunista internazionalista* d'Italie. Dans un document intitulé *Prospettive*, présenté par la Délégation Nord (Turin), en date du 1^{er} septembre 1943, on peut lire cet appel au combat dans toutes les directions de l'espace capitaliste :

«Anticapitalistes, nous ne pouvons qu'être antidémocrates, de la même manière que nous sommes antifascistes; la révolution prolétarienne, en mettant à bas les régimes totalitaires, devra se confronter à la même rude bataille contre les régimes démocratiques bourgeois»⁸⁷.

Le premier novembre 1943, le P.C. internationaliste (PCInt) sort le premier numéro clandestin de *Prometeo*, après s'être manifesté d'abord publiquement par des tracts. Le Parti fut immédiatement calomnié par les staliniens qui affirmèrent que son organe «était publié au grand jour... avec la bienveillante tolérance des autorités nazi-fascistes et de l'éphémère petite république de Salò». En fait, comme l'*Unità*, l'organe du PC italien, et d'autres organes «antifascistes», *Prometeo* sortait clandestinement des presses de l'imprimerie turinoise Riccio, via San Donato⁸⁸.

La coupure du pays en deux, occupé par les armées allemandes d'un côté, et anglo-américaine de l'autre, limitait sa diffusion au nord du pays. Jusqu'en 1945, le PCInt n'eut pratiquement aucun contact avec les groupes «bordiguistes» ou prétendus tels qui s'étaient formés dans le Mezzogiorno.

Refusant et condamnant la guerre de partisans, car signifiant l'enrôlement du prolétariat derrière le drapeau tricolore italien ou celui de Staline et Togliatti, tout autant tâchés du sang ouvrier, le PCInt mena un combat périlleux autant contre les forces de répression nazi-fascistes que contre le fanatisme stalinien. Sans cesse, le PCInt fut dénoncé par le parti de Togliatti comme «agent de l'Allemagne et du fascisme». C'est ainsi qu'en 1944, la presse stalinienne lançait un véritable appel au meurtre contre les 'prométéistes' :

«L'action criminelle et infâme de ces sales individus doit être démasquée et dénoncée. Elle constitue une insulte et une trahison pour les héroïques combattants. Ils doivent être mis en quarantaine, traités comme des espions et des traîtres, comme des agents de la Gestapo. Et leur presse doit être brûlée»⁸⁹.

Que le PCInt fut hors de tout l'arc des partis traditionnels de la droite libérale à la gauche socialiste ou 'communiste' stalinienne défendant le capitalisme d'État russe, les rapports faits par ses agents informateurs à Mussolini, devenu Chef de la microcholine République de Salò, en témoignent amplement. On peut lire à propos de *Prometeo* :

«Unique journal indépendant, idéologiquement le plus intéressant et préparé. Contre tout compromis, défend un communisme pur, indiscutablement trotskyste, et donc antistalinien...

⁸⁶ "1943-45: dal nostro archivio di quegli anni", *Il programma comunista* n° 2, fin mars 1995, p. 7. Tract de la section turinoise du PCInt, août 1943.

⁸⁷ Cité par Sandro Saggiaro, *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibri, Paderno Dugnano, juillet 2010, p. 34.

⁸⁸ «Pietro Secchia ha parlato», *Battaglia comunista* n° 30, 1^{er}-15 déc. 1946, p. 2. Pietro Secchia (1903-1973) représentait la «ligne dure» du stalinisme italien tant dans les maquis, comme dirigeant de la Brigade d'assaut Garibaldi que dans les fauteuils du pouvoir, après le tournant de Salerne qui vit Togliatti devenir ministre sans portefeuille dans le gouvernement Badoglio.

⁸⁹ «Il 'sinistrismo', maschera della Gestapo», *La Fabbrica*, organe de la fédération milanaise du PCI, janvier 1944.

«Se déclare sans hésitation adversaire de la Russie de Staline, tandis qu'il se proclame fidèle combattant de la Russie de Lénine...»

«Combat la guerre sous tous ses aspects : démocratique, fasciste ou stalinien. Lutte donc ouvertement même contre les 'partisans', le Comité de libération nationale et le Parti communiste italien...»

«Il serait intéressant de connaître le réel impact du mouvement 'Prometeo'... De toute façon, la bonne foi de cette feuille extrémiste semble certaine, sans aucun doute la seule digne de quelque considération dans le chœur immonde de la subversion»⁹⁰.

Le nouveau parti, honni par le stalinisme, qualifié d'«extrémiste subversif», mais ennemi «digne de quelque considération», se plaçait nettement dans la tradition de la Gauche communiste. Ses militants les plus en vue – tels Onorato Damen*, Bruno Maffi*, Mario Acquaviva*, Fausto Atti* et Guido Torricelli* – mais aussi tant d'autres, plus obscurs mais essentiels, comme Otello Anacoreti (*Otello*)* ou Virgilio Berretti* – tissaient dans la clandestinité des liens solides entre les nouvelles sections du Parti, qui multipliaient les tracts et les manifestes adressés au prolétariat.

Mario Acquaviva et Fausto Atti le payèrent de leur vie puisque leur meurtre fut commandité en 1945 par les instances staliniennes. Il en fut de même d'Eugenio De Luca* (voir *supra*), qui avait eu le malheur de s'engager dans une unité partisane et refusait de devenir un sicaire de bas étage : il fut enlevé et crapuleusement liquidé au fond d'un bois par trois voyous staliniens.

Quand ce n'était pas les staliniens, c'était les nazi-fascistes qui frappaient : l'ouvrier Angelo Grotta* fut fusillé par les fascistes pour participation aux grèves de mars 1944. Quinto Perona*, ouvrier turinois, déporté en Allemagne, fut liquidé au camp de Mauthausen-Gusen en juillet 1944. Il en fut de même de l'ouvrier Carlo Mantovani*, mort lui aussi à Mauthausen en mars 1945. Giuseppe Biscuola*, sans doute un sympathisant, fut fusillé en janvier 1945 par les Brigades noires de Gênes, commandées par le général Rodolfo Graziani. Ce dernier, bien que considéré comme un criminel de guerre avéré, fut rapidement «pris en charge» par l'OSS américaine et ne fit que six mois de prison après son procès ouvert en 1948, pour devenir (en 1953) le président honoraire du Mouvement social italien (MSI) néofasciste.

D'autres survécurent au lager et purent après avril 1945 regagner l'Italie et continuer leur activité militante, tels Luigi Gilodi (*Barba*)* et Pierino Porta (*Piero*)*.

Fort de peut-être 2.000 militants et sympathisants actifs, ce qui était énorme dans une période de guerre et de quotidienne répression, l'organe du Parti *Prometeo* et sa littérature diffusée sous forme de tracts – comme l'avait fait jadis le *Spartakusbund* de 1915 à 1917 – eurent un réel impact. Face aux promesses de «libertés démocratiques» affichées par tous les partis «antifascistes», *Prometeo* martelait que fascisme et démocratie n'avaient pas de contenu de classe antagonique et que si «le fascisme (était) mort» «son héritage (était) passé à la démocratie»⁹¹.

«Comment abattre le nazisme? Pour faire sauter la machine de guerre qui opprime le prolétariat allemand, n'appellez pas au secours une autre machine de guerre (anglo-saxonne ou russe), mais répandez dans les rangs des soldats allemands le germe de la fraternisation, de l'antimilitarisme et de la lutte de classe»⁹².

«À l'appel du centrisme de rejoindre les bandes partisans, on doit répondre par la présence dans les usines d'où sortira la violence de classe qui détruira les centres vitaux de l'État capitaliste. Aux jeunes prolétaires chez qui la soif d'action est grande, nous indiquons la voie du Parti communiste internationaliste afin

⁹⁰ Ercole Camurani (éd.), *I rapporti a Mussolini sulla stampa clandestina (1943-45)*, Arnaldo Forni Editore, Sala Bolognese, janvier 1974, p. 086713-15, 086766-68, 086860-63, 087016-20. Ces rapports sur la presse clandestine concernent *Prometeo* pour une courte période (mars-octobre 1944).

⁹¹ *Prometeo*, 1^{er} mars 1944, «Comment nous combattons le fascisme?».

⁹² *Prometeo*, 4 avril 1943, «Mort aux allemands ou mort au nazisme?», p. 3.

d'éviter de tomber dans les actions isolées du terrorisme individuel qui n'est rien d'autre qu'une manœuvre de l'ennemi pour répandre le chaos dans les rangs prolétariens»⁹³.

Le PCIInt se développa rapidement en milieu ouvrier, chez les jeunes, et dès la fin de l'année 1944, il avait constitué plusieurs fédérations dont les plus importantes étaient celles de Turin, Milan et Parme. Il développa en outre une persévérante activité dans les usines en formant des «groupes d'usine communistes internationalistes», préconisant la formation de conseils d'usine au lieu et place des «commissions internes», créées sous Badoglio, et que dominait le PCI. Il se fit aussi le promoteur d'un «Front unique prolétarien» pour la lutte de classe et contre la guerre pour empêcher que «des ouvriers soient empoisonnés par la propagande belliqueuse». Seuls adhèrent à ce Front les syndicalistes-révolutionnaires et les communistes libertaires (tels *Azione libertaria* et *Il Comunista libertario*). La propagande de *Prometeo* semble avoir rencontré beaucoup de sympathie dans les usines, en particulier chez les ouvriers qui se refusaient de rejoindre les groupes de partisans et ne rêvaient que d'une chose : régler dès que possible leur compte aux patrons d'usine et aux fascistes prompts à se reconvertir dans l'antifascisme pour sauvegarder la sacro-sainte propriété privée. Cette minorité irréductible d'ouvriers était peu réceptive aux discours patriotiques véhiculés par les partis antifascistes.

À partir de juin 1944, le PCIInt s'orienta pourtant vers un travail d'agitation au sein des organisations de partisans non liées aux partis de gauche, particulièrement au Piémont, où des contacts suivis furent pris.

Tout en confirmant son refus d'y participer, le PCIInt y diffusa ses écrits. Les militants partant à bicyclette dans les sanctuaires montagneux, essayaient de convaincre les partisans les plus radicaux de descendre de la montagne pour rejoindre le front de classe dans les usines⁹⁴. Parfois avec succès, dans le cas de Bruno Maffi ou Mario Acquaviva qui surent en convaincre quelques-uns. Mais cette politique propagandiste devait amener *Prometeo* à faire des concessions sur la nature non prolétarienne d'une guerre de partisans intégrée aux fronts impérialistes :

«Les éléments communistes croient sincèrement à la nécessité de lutter contre le nazi-fascisme et pensent, qu'une fois cet obstacle abattu, ils pourront marcher vers la conquête du pouvoir, en battant le capitalisme»⁹⁵.

Le PCIInt conduisait une agitation de plus en plus intense contre la guerre, dans les usines et dans les groupes d'ouvriers partisans. En juin 1944, il diffusa un «Manifeste aux ouvriers italiens» qui les incitait à la désertion de la guerre «sous toutes ses formes», et appelait à «la défense physique de la classe face à la réaction à la déportation, aux réquisitions, à l'enrôlement forcé». Sa position initiale sur les partisans devenait quelque peu ambiguë, sinon crédule, puisque le Manifeste incitait à la «*transformation des formations de partisans, là où elles sont composées d'éléments prolétariens de saine conscience de classe, en organes d'autodéfense prolétarienne, prêts à intervenir dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir*».

En 1944 et 1945, plusieurs militants, malgré la position officielle du Parti, se lancèrent dans la lutte partisane et l'insurrection «garibaldiste» dirigée par les staliniens et les socialistes. Vincenzo

⁹³ *Prometeo*, n° 5, , 1^{er} mars 1944, «Sulla guerra».

⁹⁴ *Prometeo* n° 10, 15 août 1944, «Dal fronte partigiano», «un qualunque». Ce «quidam» est probablement Mario Acquaviva ou Bruno Maffi qui tous deux se rendaient à bicyclette dans les montagnes pour ramener les ouvriers internationalistes sur le front de la lutte de classe quotidienne, dans les usines.

⁹⁵ *Prometeo*, ibid.

Serena*, ancien membre de la Fraction en exil, fut d'août 1944 à mars 1945 commissaire politique d'une unité de partisans dans le Frioul. Il survécut à cet engagement militaire et fut un important dirigeant local du PCInt après 1945. Ce ne fut pas le cas de l'ouvrier turinois Antonio Graziano* qui tomba au combat le 23 juin 1944.

Consciente du danger d'union «*démocratique-patriotarde*» autour de l'État du capital, à la faveur d'une insurrection «populaire», le comité central du Parti adressa à tous les militants une claire mise en garde, le 13 avril 1945. Il s'agissait d'éviter le piège mortel de l'union nationale antifasciste, dont le but était de détruire dans l'œuf toute tentative prolétarienne de renverser le capitalisme :

«...l'action antifasciste reste limitée, sous l'impulsion des forces politiques dominantes, à des objectifs de conservation bourgeoise et de défense patriotique, et, en visant l'élimination physique des représentants officiels de la répression fasciste, elle tend non seulement à maintenir intactes les bases sociales du fascisme (le mode de production capitaliste), mais à détourner les énergies prolétariennes dans le cours de la guerre, de la patrie, de la démocratie, au lieu et place de la révolution. Il est clair que pour nous il n'y a pas de lutte antifasciste séparée de la lutte contre le capitalisme, et que l'on ne pourra jamais parler d'éradication totale du fascisme tant que n'ont pas été éliminés les fondements historiques qui trouvent leur source dans ce mode de domination du capital. Pour la même raison, il est clair, pour nous, que la tâche historique de détruire le fascisme ne concerne que la classe ouvrière pour autant qu'elle agisse sur un terrain révolutionnaire et de classe; cette tâche ne pourra jamais être accomplie par des organismes, comme le C.L.N., qui gravitent dans l'orbite de la politique bourgeoise. D'autre part, nous commettrions le péché d'abstraction si nous ne reconnaissons pas que, lors des événements insurrectionnels auxquels nous allons assister, l'initiative sera et restera aux mains des mêmes forces qui ont dominé la scène du conflit mondial et que, dans l'état actuel des rapports de forces, ce serait un rêve romantique de songer non seulement à modifier, par notre seule intervention, le cours de l'histoire mais à transformer un mouvement démocratique-patriotard en un mouvement de classe révolutionnaire»⁹⁶.

Luigi Danielis*, devenu secrétaire de la Fédération de Turin (la plus importante Fédération du PCInt après celle de Milan) devait remémorer (lors du Congrès de Florence de mai 1948), quelle fut l'attitude des «militants de base» – une dizaine de jours après cette mise en garde –, le 25 avril 1945 :

«Je représentais le Parti à Turin, dans les derniers jours de la guerre. La Fédération était numériquement forte, avec des éléments très activistes, des tas de jeunes; de nombreuses réunions; des tracts; le journal; un Bulletin; des contacts avec les usines; des discussions internes qui prenaient toujours un ton extrémiste dans les divergences en général ou la guerre de partisans en particulier; des contacts avec des éléments déserteurs. La position face à la guerre était claire : aucune participation à la guerre, refus de la discipline militaire de la part d'éléments qui se proclamaient nationalistes. On devait donc penser qu'aucun adhérent au parti n'aurait accepté les directives du «Comité de libération nationale» [CLN]. Or, le 25 avril au matin, toute la Fédération de Turin était en armes pour participer au couronnement d'un massacre de six années, et quelques camarades de la province, encadrés militairement et disciplinés, entraient à Turin pour participer à la chasse à l'homme. Moi-même, qui aurais dû dissoudre l'organisation, je trouvai un moyen de compromis

⁹⁶ «Sulla possibile insurrezione nazionale contro il fascismo», circolare interna del Comitato esecutivo del PCInt, 13 avril 1945 : <http://www.istitutoonoratodamen.it/joomla/politicasocieta/357-circolareinterna> (23 avril 2015).

*et fût voter un ordre du jour au terme duquel les camarades s'engageaient à participer individuellement au mouvement. Le Parti n'existait plus, il s'était volatilisés*⁹⁷.

Mais ce cas de rupture de la discipline de parti concernait surtout les jeunes militants ou lointains sympathisants : Giuliano Bianchini*, partisan âgé de 19 ans, participa à l'insurrection antifasciste du 25 avril 1945 à Crémone et fut avec Rosolino Ferragni (*Malvicini*)* l'un des fondateurs de la Fédération de Crémone du PCIInt. Il était appelé à devenir, avec Bruno Maffi, le chef de l'Office politique (*Ufficio politico*) du PCIInt («Programma comunista»).

D'autres militants payèrent de leur vie leur participation à l'insurrection dirigée par le CLN : à Gênes, le jeune Spartaco Ferradini*, membre du PCIInt, tomba le 24 avril 1945 lors des combats contre les nazi-fascistes de Gênes.

Malgré ces dévoiements d'une ligne fermement anticapitaliste, et non antifasciste, le Parti ne se «volatilisait» pas, comme l'affirmait Danielis, dans le cas de Turin. Le premier mai, une semaine avant la fin de la guerre, un tract imprimé fut diffusé partout, qui était un appel à «la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir», une révolution qui serait une révolution des conseils ouvriers :

« *Ouvriers !*

«... Votre lutte continue, elle continue contre la société capitaliste dont ce régime (le fascisme) était issu et qui a survécu à sa mort. C'est seulement votre révolution qui pourra occire pour toujours le monstre bicéphale de la réaction et de la guerre !

« *Ouvriers !*

*«Unissez-vous dans vos organismes de classe, rassemblez-vous à l'intérieur de ceux qui seront, en dehors et contre l'État bourgeois, les conseils ouvriers, préparez-vous en leur sein à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir !»*⁹⁸

Ce tract marquait une rupture significative avec l'affirmation péremptoire de Bordiga en septembre 1919, selon laquelle seul le parti communiste incarnerait la révolution prolétarienne, les conseils ouvriers (confondus ici avec les conseils d'entreprise) étant tolérables s'ils étaient créés dans les «sections locales du parti communiste!»⁹⁹ Cette insistance sur les conseils ouvriers émanait était partagée par tout le PCIInt. La question du clivage parti/conseils ouvriers devait ressurgir lors de la scission de 1952, Bordiga et Maffi représentant une pure tendance léniniste, faisant des conseils ouvriers un instrument docile du Parti (voir *infra*).

L'organisation, au nord de l'Italie, put sortir le 27 juin 1945 le premier numéro du journal du PCIInt, *Battaglia comunista*. Le choix de ce titre avait été suggéré par le Comité exécutif comme alternative à celui de *l'Internazionalista*. Mais l'organisation n'avait pas encore intégré les groupes internationalistes qui avaient surgi dans le Mezzogiorno depuis 1944.

⁹⁷ *Resoconto del Primo congresso del PCIInt*, Florence, 6-9 mai 1948, intervention de Luigi Danielis, p. 20-21.

⁹⁸ Cité par Sandro Saggiaro, *Né con Truman, né con Stalin*, op. cit., p. 50-51.

⁹⁹ Bordiga, "Formiamo i Soviet", *Il Soviet*, 21 sept. 1919, in *bordiga-gramsci, dibattito sui consigli di fabbrica*, Savelli, Rome, 1973, p. 41.

La question du Parti dans le Mezzogiorno : de la formation de noyaux à l'unification dans le PCI

Dans une Italie divisée en deux par les fronts militaires, les groupes internationalistes qui avaient surgi se confrontèrent à une situation doublement difficile : la résurrection du parti communiste, avec le débarquement de Togliatti à Naples (27 mars 1944), qui offre alors ses loyaux services aux Alliés et au deuxième gouvernement du maréchal Badoglio, formé à Salerne, où il entre le 22 avril 1944. Le jour même de ce «débarquement» à Naples, Togliatti demanda aux dirigeants locaux ce que faisait Bordiga. Comme on lui répondait «rien !», *Ercoli* resta incrédule : «Ce n'est pas possible, cherchez à comprendre». Apprenant bientôt qu'il avait des partisans dans la scission de Montesanto, opérée en septembre 1943, et qu'il agissait certainement en coulisses, Togliatti fut très catégorique sur le sort qui pouvait attendre Bordiga : «Avec lui, nous avons un compte en suspens, nous devons le clore»¹⁰⁰. Fort heureusement pour Bordiga, il avait quitté Naples pour Formia depuis janvier 1943.

Togliatti pouvait être inquiet. Des noyaux internationalistes, se réclamant formellement du PCI, avaient déjà surgi bien avant son retour en Italie : Danilo Mannucci*, avec Ippolito Ceriello*, avaient refondé le «Parti» à Salerne, dont la section publia son premier (et unique) numéro le 16 décembre 1943 avec le titre de : *Il Soviet*, référence transparente au titre emblématique choisi par Bordiga en 1919-21.

Diffusé sans l'autorisation des forces d'occupation alliées, et malgré un stupéfiant appel «à nos Alliés» (*sic*), *Il Soviet* fut interdit. Manucci et Ceriello furent condamnés à un mois de prison avec sursis ainsi qu'à une forte amende. Alors qu'ils protestaient contre un tel déni de justice, les juges militaires anglo-saxons rétorquèrent cyniquement : «Vous êtes des vaincus».

Avec la proclamation de ce *vae victis* à l'intention des masses prolétariennes italiennes, avec la chasse aux internationalistes menée par le parti de Togliatti, membre de la coalition bourgeoise de Salerne, tous les noyaux d'opposition révolutionnaire durent manifester une grande prudence.

Bordiga, qui jouissait toujours d'un grand prestige, reprit progressivement son activité politique, d'autant plus que son nom était dans la bouche de tous les opposants. Beaucoup de militants du P.C.I s'en détachaient par pans entiers. La raison en était la politique du dirigeant du parti communiste à Naples Eugenio Reale. Il avait proclamé le 3 octobre 1943, dans une interview au *New York Herald Tribune*, la nécessité de créer un gouvernement d'unité nationale avec le Roi et le maréchal Badoglio. Togliatti, depuis Moscou, donna son aval à la proposition de Reale. C'est pourquoi s'était produite d'octobre au 11 décembre 1943 une importante scission du P.C.I. à Naples – dite scission de Montesanto.

Malgré la résorption de la scission de Montesanto, conduite par Eugenio Mancini¹⁰¹ et l'ex-militant de la Fraction bordiguiste en exil Enrico Russo¹⁰², dans tout le sud de l'Italie surgissaient des groupes se réclamant de Bordiga : en Calabre, dans les Pouilles, en Campanie et dans le Latium. Des sections entières du P.C.I., manifestant ainsi leur rejet de Togliatti et de Staline, étaient au bord de la scission.

Précisément, en avril 1944, s'était constituée à Rome la *Frazione della Sinistra dei Comunisti e Socialisti italiani* qui publiait *Il Proletario* à Naples, *La sinistra proletaria* à Rome, et d'autres journaux comme

¹⁰⁰ Salvatore Cacciapuoti, *Storia di un operaio napoletano*, Editori Riuniti, Rome, p. 130. Cité par Arturo Peregalli, in Luigi Cortesi (dir.), op. cit., p. 274.

¹⁰¹ Eugenio Mancini (1881-1971), né à Cosenza, était le frère du député socialiste Pietro Mancini (1876-1968), nommé par les Alliés préfet de Cosenza en nov. 1943, puis ministre sans portefeuille dans le second gouvernement Badoglio du 22 avril au 18 juin 1944. Eugenio Mancini fut secrétaire régional de la fraction des *terzini* en 1923. Arrêté en 1928, il fut plusieurs fois envoyé en relégation. Il ne respecta pas les directives du "parti" en faisant plusieurs demandes de grâce. Un des éléments de la scission de Montesanto d'octobre 1943, il entra dans le rang. Après 1945, il ne joua plus guère de rôle de premier rang.

¹⁰² Cf. Adriano Guerra, *Comunisti e comunisti. Dalle «svolte» di Togliatti e Stalin del 1944 al crollo del comunismo democratico*, Edizioni Dedalo, 2005.

Avanguardia et *La Frazione di Sinistra salernitana* (à Salerne), autour de Ceriello* et Mannucci*. Autour d'Enrico Russo (Candiani)*, qui avait milité dans la Fraction italienne à l'extérieur (*Bilan* et *Prometeo*), s'était constituée à Naples une CGL 'rouge' (Confederazione Generale del Lavoro), non inféodée au P.C.I. Russo, qui était le secrétaire de la CGL «rouge», apparaissait comme le drapeau syndical de la 'Sinistra'.

D'autres groupes étaient apparus dans les Pouilles autour de Romeo Mangano*. Ce dernier, qui avait fait partie du Comité d'entente en 1925, s'était d'abord rallié au noyau italien de la IV^e Internationale représentée par Nicola Di Bartolomeo (*Fosco*). Après la mort subite de ce dernier, il avait orienté son groupe vers des positions bordiguistes antiparlementaires. Or il s'avéra que Mangano (*Violino*) avait bel et bien collaboré avec l'OVRA jusqu'en 1943, date à laquelle il s'était engagé dans le mouvement partisan. Malgré les méfiances qu'il suscitait, il put maintenir son groupe [dénommé Parti ouvrier communiste (POC)] jusqu'à 1949 environ, ayant même son propre journal, *L'Internazionale*, où furent publiés des articles de Grandizo Munis et de Natalia Trotsky. Mais Mangano se heurta à la méfiance de Bordiga. Ce dernier se garda d'avoir le moindre contact avec lui, comme il l'avait déjà fait tant avec les agents des Américains¹⁰³ qu'avec les socialistes du PSIUP¹⁰⁴.

Installé à Rome depuis l'été 1944, dans l'appartement de sa belle-sœur, via Santa Croce di Gerusalemme, Bordiga était l'objet d'un incessant pèlerinage. Il voulait agir mais sans entendre parler d'une activité de parti, même si Bruno Maffi, dirigeant du PCInt, avait franchi clandestinement la ligne de front militaire pour venir l'en convaincre. À certains membres du P.C.I. qui lui demandaient que faire, s'il fallait quitter «le parti» ou repartir sur de nouvelles bases, il répondait de patienter et de rester dans «le parti». Caractéristique est cet appel publié dans *Il Proletario*, influencé par Bordiga, adressé aux militants communistes et socialistes :

«Cet appel ne vous est pas adressé pour vous amener à quitter ces partis. Restez même dans leurs rangs, afin qu'un travail de clarification effectué par vous puisse efficacement se déroulé dans les rangs des militants qui s'illusionnent encore sur la possibilité de redressement de ces partis»¹⁰⁵.

Il s'agissait en fait, par tout un travail d'entrisme ouvert, de gagner les socialistes (de gauche) du PSIUP et les communistes sincères pour transformer la Fraction en Parti, un nouveau parti révolutionnaire que Bordiga appelait donc de tous ses vœux :

«Nous ne croyons pas que le PSIUP puisse jamais devenir un parti révolutionnaire... Les militants de notre Fraction qui travaillent à l'intérieur du PSIUP, quand les conditions objectives le requerront, en sortiront pour adhérer au nouveau parti, qui, libre de toute forme d'opportunisme, conduira le prolétariat italien à la révolution prolétarienne et à la destruction de l'ordre capitaliste»¹⁰⁶.

«... Le travail à l'intérieur du parti [communiste] est également nécessaire : les prolétaires qui, pour la première fois sont amenés à la vie politique, surtout après 20 années de fascisme, ne sont pas en mesure d'évaluer les différences existantes entre parti et fraction... Si la fraction ne travaillait pas à l'intérieur du parti [communiste], ces éléments seraient livrés à eux-mêmes et deviendraient la proie facile de l'abâtissement et de la corruption vers lesquels ce parti les dirige. Au contraire, en y menant un travail interne, la fraction

¹⁰³ Giovanni Buscemi (1902-1991), dit *Vanni Montana*, avait adhéré dès sa prime jeunesse au PSI, puis au P.C. d'Italie. Arrêté en 1923, il était devenu un "honorable correspondant" de l'OVRA. Émigré aux USA, sous le pseudonyme de Vanni B. Montana, il était devenu un important dirigeant de la CIO, ainsi qu'un collaborateur des services secrets (OSS), pour lesquels il opéra en Italie en 1944-45 [Angela Torelli, "La doppia vita di un antifascista italo-americano. Vanni Montana da informatore della polizia italiana ad agente dell'OSS", *Nuova storia contemporanea*, n° 1, 2004, p. 81-94].

¹⁰⁴ Roberto Gremmo, "Bordiga a Roma nel 1944 rifiutò i soldi degli agenti segreti americani e respinsé le proposte politiche dei Socialisti", *Storia ribelle* n° 3, automne 1996, p. 281-292.

¹⁰⁵ "Appello ai militanti comunisti e socialisti", *Il Proletario* n° 1, 28 mai 1944 [Cité par Saggiaro, *Né con Truman né con Stalin...*, op. cit., p. 67].

¹⁰⁶ "Il partito socialista italiano e la rivoluzione marxista", *Il Proletario*, 30 juillet 1944 [ibid., p. 68].

*peut et doit dégrossir ces éléments, clarifier leurs idées, les conduire sagement à ces positions d'intransigeance révolutionnaire de classe, les positions mêmes de la fraction*¹⁰⁷.

En mars 1945, Bordiga – avec Libero Villone (qui devait par la suite adhérer au parti trotskyste) et Renato Matteo Pistone, dirigeant de la ‘Sinistra’ – élaborer une série de thèses : *«Pour la constitution du vrai Parti communiste»*. Ces thèses se référaient à la critique faite par la Gauche italienne du ‘Front unique’ en Allemagne (1923), à la critique des Fronts populaires français et espagnol et à la ‘Résistance’ en Europe. Admettant l’impossibilité de ‘redresser’ les partis socialiste et communiste, il estimait néanmoins toujours aussi nécessaire de *«développer à l’intérieur un travail continu de clarification idéologique, moyen par lequel les éléments non encore corrompus par la dégénérescence centriste pourront retrouver leur juste voie»*. La fin de la guerre, cependant, avec l’ouverture probable d’une situation révolutionnaire *«prépare les conditions favorables pour la transformation de la Fraction en parti»*¹⁰⁸.

Sur la question de la guerre, Bordiga et la ‘Frazione’ furent sans ambiguïté. Ils mettaient en avant la nécessité de ‘l’internationalisme prolétarien’ et préconisaient la *«transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire»*. Ils attaquaient aussi ‘l’antifascisme’ du P.C.I, paravent de tous ceux qui *«travaillent pour l’internationalisation des méthodes nazi-fascistes»*¹⁰⁹. Vis-à-vis des Comités de libération nationale (CLN) de Togliatti, la Frazione se prononçait pour une non-participation aux groupes de partisans : *«Ceux-ci représentent un compromis avec les forces bourgeoises et donc un affaiblissement de la vitalité classiste du prolétariat»*. Néanmoins, Bordiga notait que certains mouvements de partisans étaient ‘authentiques’, exprimant *«la tentative d’une revanche de classe, d’une manifestation autonome de forces révolutionnaires... »*¹¹⁰.

C’est vis-à-vis de la Russie, que Bordiga et ses partisans de la Frazione marquaient le plus d’indécision. Celle-ci ne se prononçait pas contre l’URSS mais contre la politique de *«l’actuelle classe dirigeante russe, parce que nocive aux développements de la révolution prolétarienne»*. Néanmoins, la *Déclaration programmatique* la définissait comme partie intégrante de la nouvelle organisation capitaliste. Selon elle, la Russie était composée de trois classes : la classe des privilégiés et exploités, alliée à celle des paysans riches et moyens, et la classe des exploités et des opprimés *«constituée encore une fois du prolétariat industriel et agricole»*. Face au stalinisme, Bordiga prêchait ni plus ni moins que la fondation d’une nouvelle Internationale communiste.

Des réunions multiples eurent lieu entre Bordiga et les dirigeants du P.C.Int à partir de l’été 1944. Il fallut patiemment vaincre la résistance de Bordiga, qui ne souhaitait pas participer au nouveau parti dont il jugeait déjà l’existence *«prématurée»*. Le 29 juillet 1945 se tint à Naples, dans le cabinet médical du chirurgien Ludovico Tarsia*, une réunion au sommet entre le Nord et le Sud du Parti. Les décisions furent chirurgicales : la ‘Frazione’ du sud devait disparaître, et ses militants, dont Bordiga, adhéreraient individuellement au P.C.Int. Bordiga lui-même fut chargé d’écrire la Plate-forme du P.C. internationaliste qui vit le jour à la fin de l’année 1945¹¹¹.

Bordiga, néanmoins, tout en donnant régulièrement des contributions écrites sous les pseudonymes d’*Alfa* et *Orso*, ne mit jamais les pieds dans les réunions et conférences de l’organisation, malgré les télégrammes répétés envoyés par l’Exécutif du Parti. Il ne devint ‘militant’ – on pourrait dire *«extraordinaire»* – du ‘Parti’, un parti jugé ‘formel’ (cf. *infra*) que lorsqu’il en eut pris le contrôle, à la faveur de la scission de 1952, avec l’aide de Bruno Maffi.

Désormais l’orientation politique du PC Internationaliste allait dépendre de plus en plus de l’apport théorique et politique de Bordiga.

¹⁰⁷ “La Frazione di sinistra ed il partito comunista”, *Il Proletariato*, 15 sept. 1944 [ibid., p. 68].

¹⁰⁸ Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani, *Per la costituzione del vero Partito Comunista*, s.l.n.d.

¹⁰⁹ *La Sinistra proletaria*, premier avril 1945.

¹¹⁰ *Il Proletario*, 28 mai 1944, «Dichiarazione programmatica», probablement écrite par Bordiga.

¹¹¹ En français, voir : *Plate-forme du parti communiste internationaliste d’Italie*, Gauche communiste internationale, 1946.